



AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DEVELOPPEMENT

INSTITUT AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTÉ MONDIALE DE PRATIQUES

**Réponses de politiques
macroéconomiques
pour le renforcement de
la résilience des
économies en Afrique
après la COVID-19**

G-CoP

MPO

Matrice des choix politiques

MPO

Principaux auteurs-coordonnateurs : Kevin Chika Urama¹ et Eric Kehinde Ogunleye²

Auteurs-contributeurs : Sebutsoe Nkoanyane³, Njeri Wabiri⁴, Kwadwo Nyantakyi⁵, Chuku Chuku⁶.

Membres du comité de relecture: Njuguna Ndung'u - Consortium pour la recherche économique en Afrique (Kenya), Seth Terkper - Ancien ministre des Finances (Ghana), S. Ibi Ajayi - Université d'Ibadan (Nigeria), Elias Ayuk - Conseiller stratégique principal et directeur sous-régional, The SDGCA (Rwanda), Augustin Kwasi Fosu - Université du Ghana (Ghana), Cameron Hepburn - Université d'Oxford (Royaume-Uni), Aloysius Ordu - Ancien vice-président de la Banque africaine de développement (États-Unis), Ashiwel Undieh - The City College of New York (États-Unis), et Mohamed Boussaid - Ancien ministre des Finances (Maroc).

Ce résumé à l'intention des décideurs doit être cité comme : Groupe de la Banque africaine de développement, 2020 : Résumé à l'intention des décideurs. Dans : Politiques macroéconomiques pour renforcer la résilience des économies dans l'Afrique post COVID-19. Contributions de la Communauté mondiale de pratiques de l'Institut africain de développement sur les stratégies de réponse à la COVID-19 en Afrique [Urama, K.C ; et Ogunleye, E.K ; Sebutsoe, N. ; Wabiri, N ; Nyantakyi, K et Chuku, C. (eds.)]. Groupe de la Banque africaine de développement, Abidjan, Côte d'Ivoire.

¹ Directeur principal, Institut africain de développement, Groupe de la Banque africaine de développement

² Conseiller de l'Économiste en chef / Vice-président, gouvernance économique et gestion des connaissances

³ Chargé supérieur du renforcement des capacités, Institut africain de développement

⁴ Consultant, Institut africain de développement

⁵ Consultant, Institut africain de développement

⁶ Directeur-Responsable, Division des politiques macroéconomiques, viabilité de la dette et prévisions

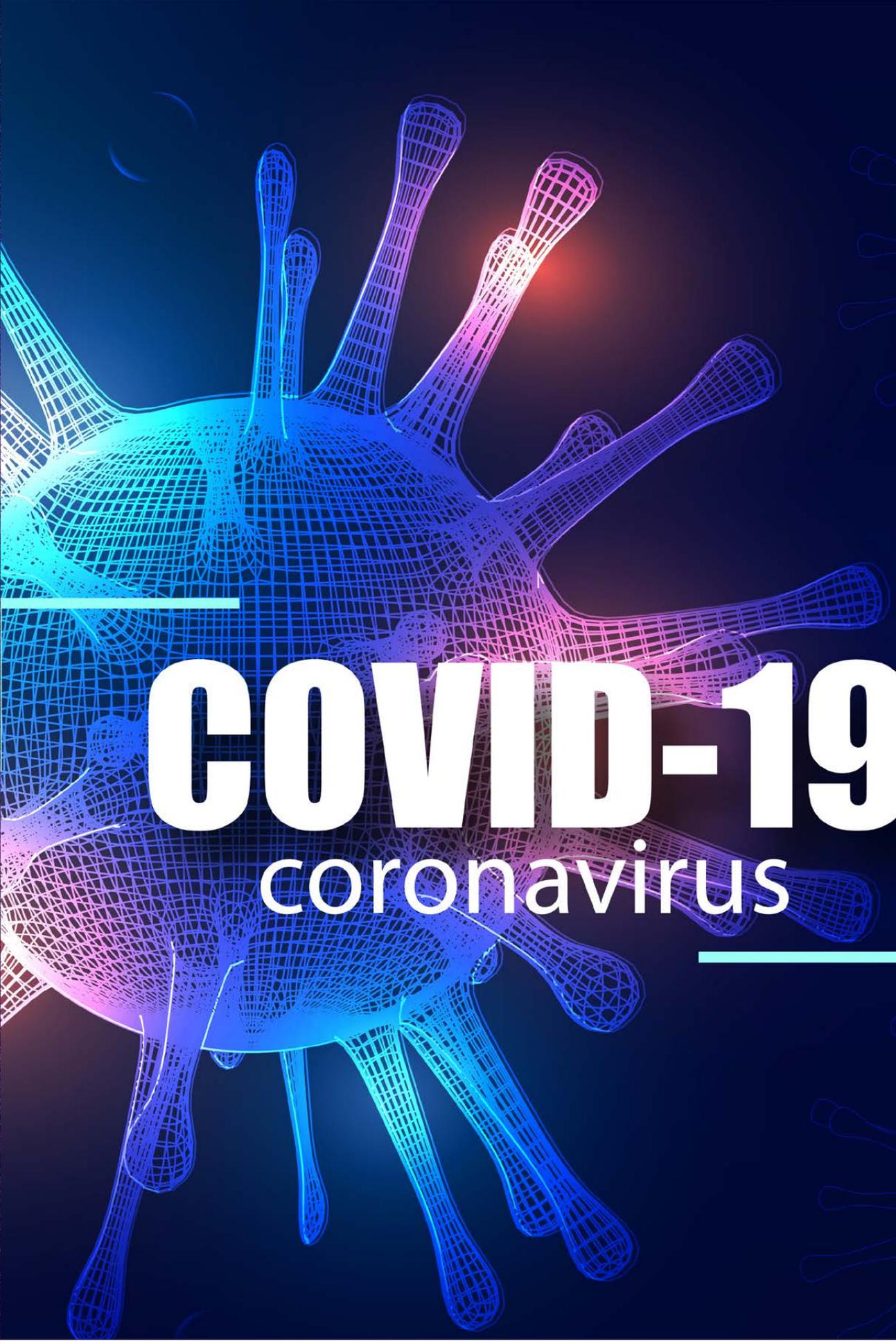
TABLE DE MATIERE

- 3 REMERCIEMENTS
- 5 AVANT-PROPOS
- 7 INTRODUCTION
- 11 MATRICE DE SYNTHÈSE DES CHOIX POLITIQUES POUR LES PAYS AFRICAINS POUR LA RÉPONSE À L'IMPACT DE LA COVID-19 À COURT, MOYEN ET LONG TERME ET ENSEIGNEMENTS TIRÉS
 - 11 COURT-TERME
 - 17 MOYEN-TERME
 - 21 STRATÉGIES DE RELANCE DES ÉCONOMIES
 - 23 LONG-TERME
 - 30 ENSEIGNEMENTS TIRÉS



REMERCIEMENTS

Ce document a bénéficié de la richesse des informations et des idées partagées par les orateurs, dans leurs présentations et réflexions lors du séminaire de politique en ligne du Groupe de la BAD, organisé à l'Institut africain de développement, sur le thème « **Renforcer la résilience des économies africaines : réponses de politiques macroéconomiques à la pandémie de COVID-19 en Afrique** », le 29 avril 2020. Nos remerciements vont aux experts principaux ci-après : M. Seth Terkper, ancien ministre des Finances (Ghana); Prof. S. Ibi Ajayi, professeur d'économie et membre émérite de l'université d'Ibadan (Nigeria); Prof. Cameron Hepburn, directeur de la Smith School, université d'Oxford (Royaume-Uni); M. Mohamed Boussaid, ancien ministre des Finances (Maroc); M. Simon Gill, directeur général, Overseas Development Institute (Royaume-Uni); Prof. Njuguna Ndung'u, directeur exécutif du CREA et ancien gouverneur de la Banque centrale du Kenya (Kenya); Prof. Akpan Hogan Ekpo, professeur d'économie et de politique publique, Université d'Uyo (Nigeria); Prof. Emmanuel K. Akyeampong, Centre d'études africaines de l'Université de Harvard (États-Unis); Dr Rose Ngugi, directeur exécutif du KIPPRA (Kenya); Prof. Robert A. Lue, directeur fondateur de HarvardX, directeur du centre d'enseignement et d'apprentissage Derek Bok de l'université de Harvard (États-Unis); Prof. T. Ademola Oyejide, professeur émérite de l'université d'Ibadan et président du Centre for Trade and Development Initiatives (Nigeria); Prof. Ashiwel S. Undieh, City University of New York (États-Unis); Dr Thomas Chataghalala Munthali, directeur général de la Commission nationale de planification du Malawi (Malawi); Prof. Thomas Jayne, professeur à l'université de l'État du Michigan et conseiller spécial du président de la Banque africaine de développement (États-Unis); M. Adama Ekberg Coulibaly, économiste en chef, Diversification économique, CEA (Éthiopie); Prof. Camilla Toulmin, associé principal, Institut international pour l'environnement et le développement (IIED) / INET, Université d'Oxford, Institut pour la nouvelle pensée économique (Royaume-Uni); Dr. Folarin Gbadebo-Smith, directeur général, Nigerian Institute of Social and Economic Research (Nigeria); Dr Yohannes Ayalew, DDG, Secteur des études de politique macroéconomique et financière, Policy Studies Institute (Éthiopie); Prof. Wisdom Akpalu, Ghana Institute of Management and Public Administration (Ghana); Dr Elias T. Ayuk, conseiller stratégique principal et directeur sous-régional, The SDGCA; Dr Aloysius Ordu, ancien vice-président, Groupe de la Banque africaine de développement (États-Unis); Dr Melissa Leach, directrice de l'Institute of Development and Studies (Royaume-Uni); Mme Sheila Jagannathan, responsable de l'Open Learning Campus, Banque mondiale, Washington DC (États-Unis); Dr Holger A. Kray, responsable de la pratique de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, Banque mondiale (États-Unis); Prof. Sami Ben Naceur, chef de division adjoint, division Afrique, Institut du FMI pour le développement des capacités (États-Unis); M. Abdoul Aziz Wane, directeur d'AFRITAC Afrique australe, FMI (Afrique du Sud); Prof. Augustin K. Fosu, Université du Ghana, Legon (Ghana); M. Mohammed Tawfik Mouline, directeur général, Institut royal des études stratégiques (Maroc); Dr Titus A. Kuuyuor, conseiller principal en matière de résilience, PNUD, Addis-Abeba (Éthiopie); Dr Arjan de Haan, directeur des économies inclusives, Centre de recherche pour le développement international (Canada); M. Bakary Traoré, économiste à l'OCDE, Centre de développement de l'OCDE (France); et M. Charles Boamah, ancien premier vice-président du Groupe de la Banque africaine de développement (Ghana). Les membres suivants du personnel de la Banque africaine de développement ont également apporté des contributions utiles à ce séminaire. Il s'agit de : Dr Khaled Sherif, vice-président, développement régional, intégration et prestation de services aux entreprises; Dr Charles Leyeka Lufumpa, vice-président par intérim, gouvernance économique et gestion des connaissances; Dr Hanan Morsy, directeur, département de politique macroéconomique, prévision et recherche; et Dr Emmanuel Pinto Moreira, directeur du département économies pays.



COVID-19

coronavirus

AVANT-PROPOS

La pandémie COVID-19 a mis à l'épreuve la résilience des gouvernements, des dirigeants, des sociétés, des économies et des institutions comme peu de crises l'ont fait au cours du siècle dernier. Les experts sont allés jusqu'à dire que la pandémie pourrait être à la base de la première dépression économique mondiale depuis des années.

Face à ce constat, le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) n'a ménagé aucun effort pour aider ses pays membres régionaux (PMR) à amortir l'impact de la COVID-19 et à sauver autant de vies que possible.

Cependant, outre les ressources financières, la lutte contre la COVID-19 exige une réponse complexe qui mobilise les meilleurs scientifiques, économistes et autres experts que nous pouvons réunir. Ce sont ces personnes qui contribueront à déterminer la qualité de notre réponse à cette crise dévastatrice et qui nous permettront de nous protéger contre des crises similaires à l'avenir.

Au cours des derniers mois, nous avons tiré de nombreux enseignements précieux qui nous permettront de répondre aux défis futurs de manière encore plus efficace que nous ne l'avons déjà fait.

Le moment est venu de rehausser notre niveau de préparation. C'est pourquoi l'Institut africain de développement (IAD) de la BAD a créé une toute nouvelle plateforme virtuelle qui réunit un consortium d'experts mondiaux certifiés et des institutions piliers. Désignée sous le nom de Communauté mondiale de pratiques et de l'abréviation G-CoP, la plateforme offre aux participants une occasion unique de s'engager dans un dialogue politique encadré et de fournir aux pays membres régionaux (PMR) de la Banque des conseils stratégiques, une assistance technique et une formation fondés sur des données probantes dans des domaines spécialisés émergents.

Hébergée dans un environnement virtuel interactif de collaboration sous les auspices de l'Académie virtuelle de développement des capacités de l'IAD, la G-CoP regroupe :

- Une communauté virtuelle certifiée d'experts et de praticiens de la BAD, de gouvernements, de groupes de réflexion, d'universités et de praticiens du développement ;
- Un dépôt virtuel de publications et d'articles d'opinion pertinents sur les politiques et les pratiques de réponse à la COVID-19 en Afrique et dans le monde entier ;
- Des webinaires et des séminaires en ligne organisés de façon régulière pour réfléchir aux études de cas émergentes sur les bonnes et mauvaises pratiques et les enseignements tirés ;
- Des études de cas spécifiques à chaque pays sur les stratégies pour des économies plus résilientes capables de résister à des chocs exogènes tels que la pandémie COVID-19 ; et



Dr Akinwumi A. Adesina

President of the African Development
Bank Group

- Un marché interactif virtuel équipé d'une fonction « demandez aux experts » pour permettre aux décideurs politiques d'accéder à des services de conseil technique rapides en temps réel.

Le premier webinaire de la G-CoP, qui s'est tenu en avril 2020, a porté sur le thème des réponses de politique macroéconomique pour promouvoir la résilience des économies africaines après la COVID-19.

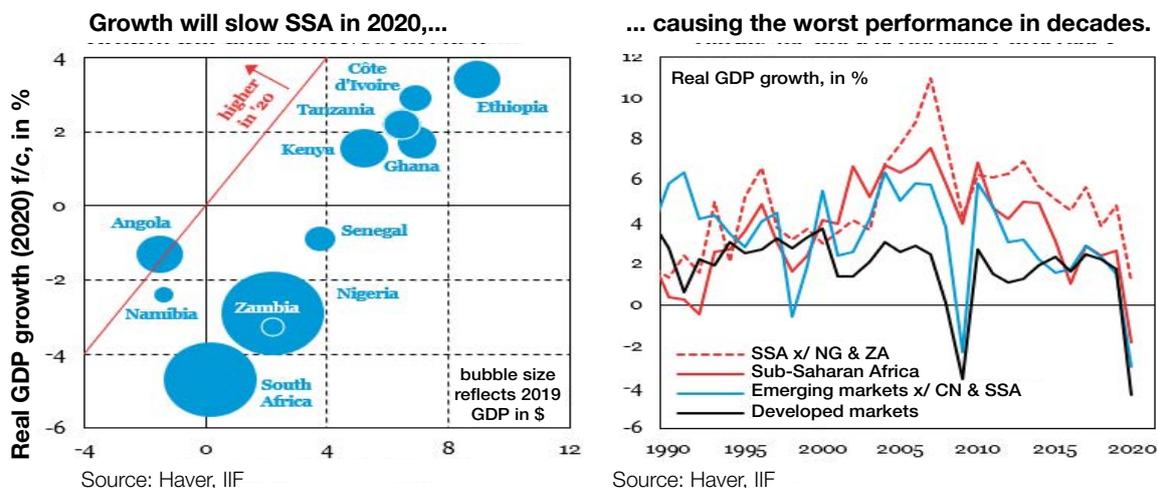
Le présent rapport résume les points saillants de ces engagements très productifs et édifiants et est le premier d'une série de documents consultatifs politiques préparés par la G-CoP avec la contribution d'experts mondiaux pour aider les décideurs politiques sur la voie à suivre. Les résultats de ces travaux éclaireront certainement les dialogues et les décisions des décideurs politiques, des universitaires et des experts du monde entier qui sont confrontés aux conséquences de cette pandémie.

Je tiens à féliciter l'AID pour sa merveilleuse initiative et à exprimer ma sincère gratitude à nos organisations partenaires, notamment la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et le Consortium pour la recherche économique en Afrique, ainsi qu'aux nombreuses personnes qui ont généreusement participé au séminaire et contribué à l'élaboration des recommandations politiques contenues dans le présent rapport.

Face à l'adversité, les Africains s'adaptent et innovent. Bien que la lutte contre la COVID-19 soit loin d'être terminée, nous savons que la victoire nous reviendra tant que nous continuerons à travailler ensemble. Ensemble, nous construirons une Afrique meilleure — une Afrique dans laquelle tout le monde est vainqueur.

Dr Akinwumi A. Adesina
Président du Groupe de la Banque africaine de développement

CHART 1 IMPACT OF COVID-19 PANDEMIC ON AFRICA



INTRODUCTION

La pandémie de la COVID-19 a provoqué des chocs exogènes inattendus qui ont entraîné des réponses politiques mondiales, régionales et nationales. Pour contenir la propagation du virus et atténuer ses effets, différents pays ont adopté des mesures politiques sans précédent en fonction de leurs capacités. La plupart de ces mesures correspondent à une approche en deux temps. La première série, à court terme, se concentre sur des stratégies de réponse immédiate visant à aplatir la courbe de la maladie par des mesures de prévention et de confinement non pharmaceutiques, notamment l'hygiène personnelle, la distanciation sociale, la fermeture des frontières et le verrouillage de l'activité économique à divers degrés. La deuxième série prend la forme de politiques monétaires et fiscales assouplies pour aider les citoyens, les entreprises et les institutions publiques à faire face à la crise. En fait, la plupart des interventions politiques se sont concentrées sur le court terme.

En raison des vulnérabilités existantes, l'Afrique risque d'être gravement touchée par la pandémie de la COVID-19. Les conséquences économiques et sociales de la pandémie à court, moyen et long terme ne sont pas encore pleinement comprises. La crise devrait entraîner une contraction de 3 % du PIB de l'économie mondiale en 2020, bien pire que lors de la crise financière de 2008-2009 (-0,07%) . Le PIB du continent en 2020 devrait chuter de 1,7 % dans le scénario de base qui suppose que la pandémie et le confinement ne dureront pas au-delà du premier semestre de 2020 et que tous les pays africains seront touchés. Dans le pire des cas, la croissance devrait se contracter jusqu'à -3,4 %, en supposant que la pandémie et les mesures de confinement connexes durent plus longtemps que le premier semestre de l'année et que tous les pays soient touchés. Cela représente la pire performance économique des pays africains au cours des cinquante dernières années. La crise devrait coûter à l'Afrique des pertes cumulées de PIB allant de 173,1 milliards de dollars à 236,7 milliards d'USD pour 2020 et 2021 (supplément PEA 2020). En conséquence, on estime que 24,6 à 30 millions d'emplois pourraient être perdus. L'impact direct de la pandémie sur plus de 23 millions de travailleurs déjà vulnérables en Afrique ferait passer le nombre total de personnes vivant dans l'extrême pauvreté à 463 millions dans le pire des cas, à mesure que le niveau de chômage augmenterait.

Les déficits budgétaires devraient doubler, et les niveaux d'endettement devraient augmenter de 10 points de pourcentage supplémentaires du PIB. Le déficit de financement supplémentaire du secteur public résultant de la pandémie est estimé à 122 milliards de dollars. Les dirigeants africains réclament déjà des centaines de milliards de dollars de soutien financier et un allègement immédiat de la dette pour créer l'espace budgétaire dont les gouvernements ont besoin pour faire face à la pandémie. Le resserrement des marchés financiers mondiaux, la fuite des capitaux vers la sécurité et la diminution des flux financiers - investissements directs étrangers, transferts de fonds et flux de portefeuille - ont entraîné un élargissement des écarts de taux des obligations souveraines et une dépréciation des monnaies accompagnée d'une hausse soudaine de l'inflation dans de nombreux pays (supplément PEA 2020). La stratification du continent en fonction des PRI, en développement et fragiles, est de plus en plus utilisée pour prendre des options politiques mondiales, régionales et nationales.

Les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur les systèmes mondiaux de coopération auront de fortes implications pour l'Afrique. Les répercussions immédiates du virus sur les systèmes de santé, les économies, les échanges commerciaux, les cultures et les sociétés mondiales et nationales ont mis en évidence un certain nombre de problèmes. Au niveau mondial, les systèmes actuels de coopération mondiale (santé, normes économiques et sociales, gestion des connaissances et intelligence, etc.) qui se concentrent sur la sécurisation des frontières géographiques (définies comme des États-nations) semblent être loin d'être suffisants pour relever les défis mondiaux contemporains. Avant la pandémie COVID-19, le changement climatique, les médias sociaux, les marchés électroniques et les autres technologies de la 4e révolution industrielle (bitcoins, chaînes de blocs, robotique, etc.) et les chaînes de valeur mondialisées mettaient déjà à rude épreuve la capacité des outils de politique économique disponibles (en particulier la politique fiscale et monétaire mise en œuvre au niveau national) à relever les défis

¹ IMF's World Economic Outlook, April 2020 Update

² AfDB's African Economic Outlook Supplement, May 2020 Update

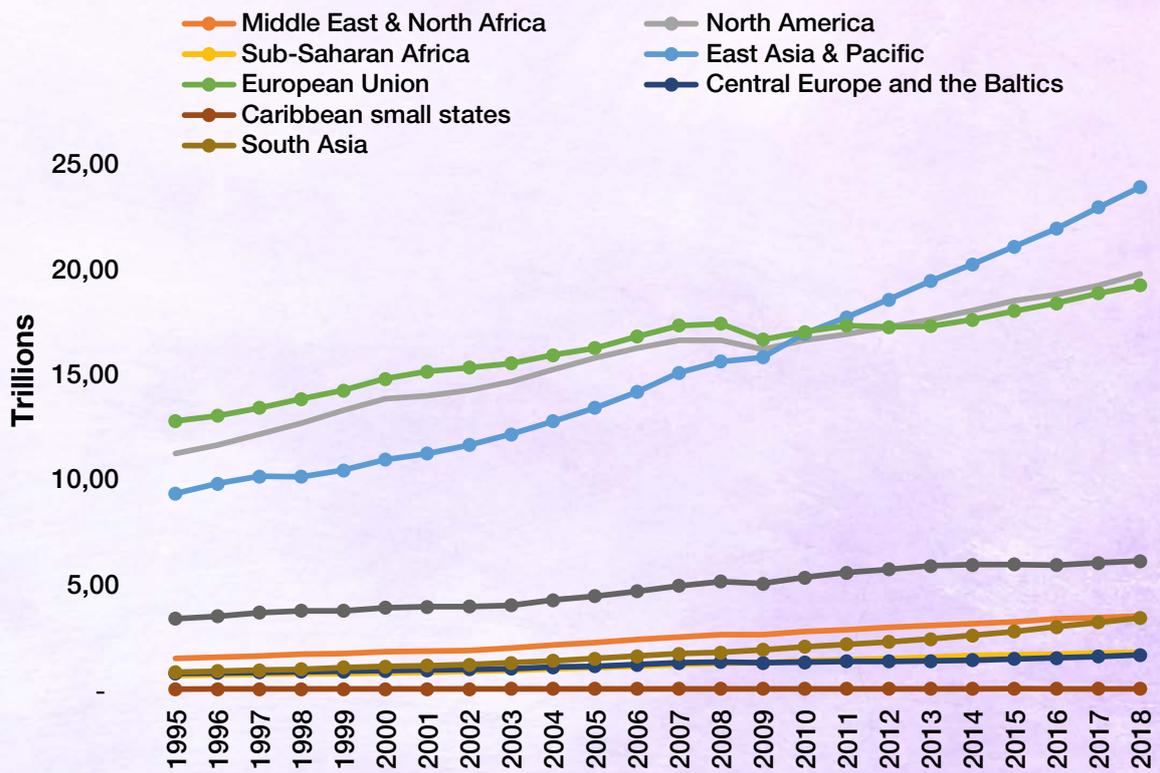
mondiaux contemporains en matière de politique publique. COVID-19 a aggravé les questions concernant l'adéquation du système actuel de coopération mondiale et d'élaboration des politiques nationales.

Comme d'autres banques multilatérales de développement (BMD), le groupe de la Banque africaine de développement a mis en place une Facilité de réponse rapide à la COVID-19 d'un montant maximum de 10 milliards de dollars pour aider les PMR à répondre à la crise de la COVID-19 en 2020. La COVID-19 se répand rapidement en Afrique et met déjà à rude épreuve les fragiles systèmes de santé, les économies, les échanges commerciaux, les cultures, les sociétés et les moyens de subsistance du continent. Les secteurs public et privé, les individus et les communautés d'Afrique luttent pour faire face à la pandémie dans un contexte de verrouillage commercial et de perturbation des sources de revenus. On estime que l'Afrique aura besoin d'un plan de relance de 110 à 150 milliards de dollars pour apporter un soulagement social et économique à ses économies à la suite de la pandémie (Note de la BAD sur le coronavirus).

L'Institut africain de développement (ADI) du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) a convoqué une Communauté de pratique mondiale (G-CoP) sur les stratégies de réponse à la COVID-19 afin de soutenir les pays au moyen de stratégies de réponses politiques fondées sur des données solides, du développement des capacités et de l'assistance technique. Le séminaire de politique inaugural de la G-CoP, qui s'est tenu le 29 avril 2020, a vu la participation de 516 délégués, dont d'éminents experts mondiaux en politique macroéconomique, d'anciens ministres des finances, d'anciens gouverneurs de banques centrales et des institutions clés dans le monde, afin d'examiner les stratégies visant à renforcer la résilience des économies africaines par des réponses politiques macroéconomiques à la pandémie de la COVID-19 en Afrique. Le séminaire a examiné les stratégies de réponse politique à court, moyen et long terme pour aplatir la courbe de la maladie à coronavirus et construire des économies plus résilientes, inclusives et durables en Afrique à l'ère post-COVID-19. Il a également examiné la force, l'applicabilité et les effets multiplicateurs de chaque mesure politique dans le contexte social, économique et politique de l'Afrique.

La présente note d'information résume les principaux choix politiques qui ont émergé du séminaire. Elle comprend les politiques à court terme pour la prévention et l'endiguement de la COVID-19, les politiques à moyen terme pour la réouverture et la reconstruction des économies, et les politiques à long terme pour la construction d'économies plus résilientes et plus inclusives en Afrique et la remise en marche de l'élan vers la réalisation des ODD. La note d'orientation présente également un résumé analytique de la puissance et de la pertinence de chaque option politique dans les contextes africains et suggère des mesures correctives pour relever les défis de la mise en œuvre. L'objectif général est de doter les pays africains de choix politiques pour contenir le coronavirus, relancer et reconstruire de meilleures économies en mettant l'accent sur la qualité de la croissance plus que sur la quantité de la croissance économique. Il a été noté que les avantages de l'ordre économique néo-libéral actuel ont été au mieux inégaux, l'Afrique se trouvant à la base de la pyramide. Compte tenu de la réponse mondiale à la pandémie et des chocs exogènes subis par le continent dans les systèmes d'approvisionnement mondiaux, la pandémie de la COVID-19 offre à l'Afrique une occasion de se « glocaliser » - « penser global, agir local » - et de construire une économie axée sur l'efficacité, la suffisance, l'intégration et la durabilité. C'est la meilleure façon d'améliorer la résilience aux chocs exogènes tels que COVID-19 dans l'Afrique que nous voulons.

CHART 2 GROSS DOMESTIC PRODUCT BY REGIONS, 1995 – 2018 (CONSTANT US\$ 2010)



This chart reveals benefits of Neo-liberalism, Democracy, Globalization, and Free Markets among regions. Obviously, Africa has not benefited much from the status quo.



MATRICE DE SYNTHÈSE DES CHOIX POLITIQUES POUR LES PAYS AFRICAINS POUR LA RÉPONSE À L'IMPACT DE LA COVID-19 À COURT, MOYEN ET LONG TERME ET ENSEIGNEMENTS TIRÉS

	Choix politiques nationaux	Défis de mise en œuvre	Mesures correctives
COURT TERME	<ul style="list-style-type: none"> Prévention et endiguement : « Faire tout ce qu'il faut pour empêcher tout prix la propagation du coronavirus afin de sauver des vies, de protéger les moyens de subsistance et de soutenir les petites et moyennes entreprises prospères ». 	<ul style="list-style-type: none"> Les vulnérabilités existantes, notamment la charge de morbidité (paludisme, VIH/SIDA, diabète), la pauvreté alimentaire chronique, les logements surpeuplés, le manque d'équipements de base tels que l'eau potable, l'électricité et les abris, font que la mise en œuvre de mesures de confinement sans fourniture de filets de sécurité sociale adéquats peut être fatale pour les pauvres. 	<ul style="list-style-type: none"> Les pays devraient tenir compte des conditions préalables et des vulnérabilités locales dans la définition et la mise en œuvre des politiques de prévention et d'endiguement, y compris les mesures de confinement et de distanciation sociale⁹.
	a) Protection sociale et filets de sécurité sociale – aides en espèces ou en nature, allocations de chômage, travailleurs du secteur informel.	<ul style="list-style-type: none"> Systèmes d'identification sociale, de transparence et de responsabilité laissant à désirer : Faiblesse des systèmes d'identification sociale et juridique pour la recherche des groupes vulnérables et le transfert des prestations, fuites potentielles dans le système financier et manque de justice¹⁰. 	<ul style="list-style-type: none"> Exploiter les données nationales existantes telles que les cartes d'électeurs, les permis de conduire et les numéros de vérification de carte bancaire (BVN) qui sont délivrés à presque tous les adultes.
	b) Réduction d'impôt, exonérations fiscales / reports sur les revenus ¹¹	<ul style="list-style-type: none"> Espace monétaire et fiscal limité, et manque de flexibilité des systèmes budgétaires, réduction de l'assiette fiscale. 	<ul style="list-style-type: none"> Procéder à une redéfinition des priorités budgétaires en réaffectant les ressources inutilisées et libérées (par exemple, les voyages) en raison de la pandémie à des secteurs qui en ont besoin (par exemple, la santé).
	(c) Restructuration du budget et financement du déficit fiscal du côté des dépenses ¹²	<ul style="list-style-type: none"> Les niveaux d'endettement élevés, les effets du prix des matières premières sur les recettes d'exportation et la balance commerciale limitent la marge de manœuvre budgétaire pour réagir 	<ul style="list-style-type: none"> Restructure budgets to increase investment in research, product development and local manufacturing of basic health equipment for immediate use.
	d) Appui ciblé pour le secteur privé pour permettre aux entreprises et aux PME d'accéder aux prêts bancaires afin de maintenir en activité leurs entreprises ¹³ .	<ul style="list-style-type: none"> Niveaux élevés d'informalité de nombreuses entreprises dans certains pays La fermeture du marché et les impacts de la COVID-19 réduisent la disponibilité des garanties et la capacité à assurer le service des prêts des banques commerciales. 	<ul style="list-style-type: none"> Encourager les régimes de micro-assurance et de micro-pension ; moderniser et numériser les pratiques traditionnelles de micro-épargne et de micro-crédit. Utiliser les entreprises enregistrées telles que les banques et les sociétés de services publics comme intermédiaires pour atteindre les PME du secteur informel.

⁹Il n'existe pas de solution miracle qui convienne à tous les contextes nationaux. Par exemple, les personnes âgées de 60 ans et plus sont connues pour être plus vulnérables à la COVID-19. Les pays africains devraient tenir compte de leur composition démographique et tirer parti de leur population jeune comme un atout pour définir les mesures de réponse politique à la COVID-19. En fin de compte, les politiques devraient être éclairées par des données scientifiques et des modèles épidémiologiques et économiques, en tenant compte des réalités locales de chaque pays. Privilégier des politiques visant à protéger les populations les plus vulnérables plutôt que de mettre en œuvre des politiques de confinement total qui peuvent avoir de graves conséquences pour les citoyens. Copier des politiques d'ailleurs n'est pas une bonne position politique.

¹⁰ Il est nécessaire de trouver des mesures appropriées pour identifier efficacement les bénéficiaires cibles des programmes d'aide COVID-19 et éviter la récupération politique, les fuites et la corruption dans les procédures de mise en œuvre.

¹¹ Les réductions et exonérations fiscales sont utiles à court terme pour soutenir les familles et les petites entreprises, mais compte tenu des effets prévus de la COVID-19 à moyen et long terme sur les économies de tout le continent, cela limitera encore davantage la marge de manœuvre budgétaire des économies pour répondre aux chocs futurs.

¹²La restructuration des systèmes de budgétisation et de comptabilité financière des pays et des entreprises est nécessaire pour constituer des tampons pour les jours de pluie comme la COVID-19. Un exemple typique est celui des stratégies innovantes de réorientation des dépenses déployées par la République du Kenya pour convertir le budget des voyages nationaux et internationaux en investissements de réponse à la COVID-19.

¹³Dans certains pays, la restructuration des prêts des banques commerciales et les transferts de fonds aux citoyens et aux petites entreprises s'imposent de toute urgence pour éviter les faillites des petites et moyennes entreprises, dont la plupart appartiennent à l'économie informelle.

COURT TERME

	Choix politiques nationaux	Défis de mise en œuvre	Mesures correctives
	e) Gestion de la dette publique : Rechercher l'allègement et la remise de la dette	<ul style="list-style-type: none"> Certains pays avaient déjà un niveau d'endettement élevé et accumulaient des arriérés. Les obligations et les données réelles de la dette sont faibles, les cotes de crédits souverains sont mauvaises et des problèmes de gestion fiscale étaient courants. Les moratoires/différés sur la dette sont utiles à court terme. Cependant, compte tenu des impacts massifs de la COVID-19 sur les soldes budgétaires déjà limités des pays, la remise de la dette est idéale. 	<ul style="list-style-type: none"> L'Union africaine et la Banque africaine de développement sont appelées à plaider pour la remise de la dette auprès des États membres du G-20 ou la conversion de ces dettes en investissements. La Banque africaine de développement devrait créer une Académie de gestion des finances publiques pour soutenir les PMR dans la gestion prudentielle des ressources publiques.
	f) Restructurer la dette des entreprises	<ul style="list-style-type: none"> L'effondrement des marchés boursiers et du crédit et les effets du prix des matières premières sur les recettes d'exportation et la balance commerciale limitent la marge de manœuvre budgétaire pour faire face. 	<ul style="list-style-type: none"> Encourager les entreprises (PME et MPME) à restructurer leurs états financiers pour prévoir un fonds de réserve d'amortissement / de garantie en période de conjoncture favorable¹⁵.
	g) Plans de garantie des prêts	<ul style="list-style-type: none"> Absence de plateforme de base de données sur le crédit et de registre des garanties pour assurer une identification facile des emprunteurs individuels et des entreprises emprunteuses (PME). Coût prohibitif de l'administration des prêts. Taux de défaillance élevés sur le remboursement des prêts 	<ul style="list-style-type: none"> Assouplissement de la condition de demande de prêt pour inclure les biens mobiliers et les garanties. Promouvoir les prêts « sans garantie » pour les prêts de groupe selon le modèle de la Grameen Bank¹⁵. Il peut s'agir d'une méthode innovante de remboursement de montants plus faibles et plus réguliers à partir des ventes (par exemple, deux fois par semaine) pour minimiser le risque de défaillance. Préconiser et promouvoir les services bancaires spéciaux qui comprennent les services bancaires traditionnels et sans intérêts et le recours aux groupes de solidarité.
	h) Relance budgétaire et création monétaire / assouplissement quantitatif ¹⁶ .	<ul style="list-style-type: none"> - Avant la pandémie, la plupart des pays étaient confrontés à des problèmes d'équilibre budgétaire et de capacité monétaire ainsi qu'à des difficultés liées à la viabilité de leur dette et à leur mécanisme de transmission monétaire, qui sont devenus une grande source de préoccupation. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les politiques de relance budgétaire et d'assouplissement quantitatif doivent être définies en tenant compte de la capacité budgétaire et monétaire dont dispose chaque pays pour faire face à leurs conséquences éventuelles sur les dépenses budgétaires (service de la dette) et l'inflation¹⁷.
	i) Communication efficace : La transparence et la rapidité de la communication sont nécessaires pour maintenir la crédibilité du gouvernement et la confiance des citoyens.	<ul style="list-style-type: none"> Faiblesse des systèmes de redevabilité dans les pays membres régionaux. 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer l'institution supérieure de contrôle et les autres mécanismes de

¹⁵Ce modèle utilise des taux d'intérêt bas qui tient compte à la fois des coûts, de la pression des pairs, des remboursements hebdomadaires de faible montant et des contacts personnels avec les emprunteurs pour favoriser le remboursement.

¹⁶Une coordination interétatique et intersectorielle est indispensable pour éviter que la dette ne devienne insoutenable, entraînant une réduction des marges budgétaires et pénalisant les générations futures dans les pays en développement

¹⁷Avec l'assouplissement sans précédent des limites prudentielles de la politique budgétaire et monétaire dans de nombreux pays avancés, les banques centrales et les Trésors nationaux doivent gérer avec soin l'assouplissement quantitatif et l'inflation en mettant l'accent sur la stabilité des prix et les effets distributifs des effets du relâchement de la discipline budgétaire dans les pays développés sur les taux de change. Il convient de garder à l'esprit les effets déflationnistes et de « monnaie de réserve » potentiels du stimulus COVID-19 sur les pays africains. Certains experts proposent « le financement du déficit comme seule option, avec toutes ses conséquences périlleuses » ; d'autres soutiennent que « l'équilibre budgétaire avec les mesures d'austérité associées est la voie à suivre ». On estime qu'avec la baisse imminente des envois de fonds, la plupart des pays africains connaîtraient de profonds déficits de leur balance des paiements. La baisse des recettes et l'augmentation des dépenses entraînent donc une détérioration plus rapide du solde primaire du budget de l'État. Le financement du déficit devient donc la seule option, avec toutes ses conséquences périlleuses. Les pays doivent tenir compte de leur propre contexte local et faire tout ce qu'il faut pour sauver des vies, sauver les PME et les PMI en phase de démarrage et, en fin de compte, sauver l'économie pour l'avenir. L'absence de marge de manœuvre budgétaire adéquate et de systèmes financiers solides en Afrique avant la pandémie exige que l'assouplissement de la politique monétaire et le recours aux mesures de relance budgétaire soient soigneusement encadrés par la marge de manœuvre politique disponible pour la mise en œuvre de ces mesures. L'impact direct de COVID-19 sur leurs perspectives de croissance économique, leurs systèmes fiscaux et financiers, ainsi que sur l'état de la dette extérieure, suggère que si ces réponses ne sont pas soigneusement calibrées pour tenir compte à la fois des vulnérabilités existantes et de l'impact économique direct de la COVID-19, « le remède pourrait s'avérer pire que la maladie ». IAD et ses partenaires mèneront des recherches supplémentaires sur le sujet afin de fournir aux pays membres des conseils politiques fondés sur des données probantes.

	Choix politiques nationaux	Défis de mise en œuvre	Mesures correctives
	(j) Mesures de transparence et de redevabilité : Suivi et évaluation des plans de riposte contre la COVID financés par les BMD et des dons des bailleurs de fonds pour s'assurer que les fonds sont utilisés au mieux.	<ul style="list-style-type: none"> Faiblesse des systèmes de redevabilité dans les pays membres régionaux. 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer l'institution supérieure de contrôle et les autres mécanismes de responsabilité dans les PM¹⁸. Mettre l'accent sur les unités d'audit interne (en première ligne, intégrées aux unités de contrôle, et sur les pré-audits et les enquêtes).
	k) Investissements dans le secteur de la santé : Accélération des investissements dans la production nationale de fournitures médicales, y compris les équipements de protection individuelle (EPI), les outils de diagnostic, la recherche de vaccins et de médicaments, afin remédier aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement ¹⁹ .	<ul style="list-style-type: none"> Faible capacité des entreprises nationales à produire localement en raison du manque d'infrastructures de base (énergie), de compétences et d'un environnement opérationnel favorable. Préférences des consommateurs pour les produits étrangers. 	<ul style="list-style-type: none"> Accroître le soutien au Centre africain de contrôle et prévention des maladies (CDC) afin de renforcer le suivi du secteur de la santé en Afrique, en collaboration avec les ministères de la Santé du continent. Fournir aux producteurs locaux un soutien d'urgence destiné aux infrastructures. Ce soutien pourrait par exemple consister à fournir de l'électricité hors réseau, alimentée par des batteries solaires, pour les entreprises textiles qui produisent des masques médicaux, et à offrir un financement de démarrage aux inventeurs pour qu'ils mettent au point les idées de produits annoncés (tests de diagnostic, ventilateurs, médicaments potentiels). Des politiques modérées en matière de droits d'importation pour favoriser la demande de produits locaux.
	Autres mesures de politique monétaire : (l) Réduction des taux d'intérêt (m) Fourniture de liquidités aux banques commerciales et autorisation d'une tolérance bancaire pour les prêts privés nationaux. (n) Réduction des exigences en matière de garantie et financement pour la production locale de fournitures médicales. (o) Fourniture d'un soutien au système bancaire ²⁰ .	<ul style="list-style-type: none"> Le taux d'inflation étant élevé, la réduction du taux d'intérêt nominal se traduit par un taux d'intérêt réel négatif. Risque moral lié au plan de sauvetage. 	<ul style="list-style-type: none"> Les banques centrales doivent déployer des outils conventionnels et non conventionnels pour gérer l'inflation. Cela pourrait inclure l'examen de la pertinence du ciblage de l'inflation. Réduire l'asymétrie d'information grâce à une supervision efficace des banques par les autorités monétaires. Par ailleurs, il y a lieu de tenir compte des possibilités de sauvetage attendues, car celles-ci pourraient avoir une incidence considérable sur la prise de risques par les banques.
	p) Gestion de l'inflation et de la stabilité des prix par les autorités monétaires	<ul style="list-style-type: none"> La structure de l'économie n'est pas solide et le secteur informel est très développé. Difficulté de lier la gestion de l'inflation et la croissance à des facteurs exogènes comme l'inflation, la faiblesse du mécanisme de transmission de la politique monétaire et le caractère rudimentaire des marchés financiers. 	<ul style="list-style-type: none"> Gestion ciblée des canaux de transmission de la politique monétaire par l'adoption d'un cadre de politique monétaire approprié.

¹⁸Il a été noté que l'Institut africain de développement élabore actuellement un indice de prestation de services publics (PSDI) pour améliorer la transparence et la responsabilité dans la prestation de services publics en Afrique

¹⁹Les exemples du Kenya (production de masques médicaux), du Sénégal et de l'Afrique du Sud (production de kits de test de COVID-19), du Maroc (objectif de production de 10 millions de masques par jour et de 50 ventilateurs par mois), du Nigeria (production de ventilateurs), du Ghana (seaux «Veronica» pour le lavage des mains), et d'autres innovations à caractère social montrent qu'il existe en Afrique une capacité latente qui doit être mise à profit et stimulée grâce à des investissements ciblés.

Traduit avec www.DeepL.com/Translator (version gratuite)

²⁰La pandémie pourrait entraîner la faillite de certaines entreprises qui, à leur tour, soumettraient le système bancaire à des pressions de liquidités et de solvabilité. Il est nécessaire de mettre en place un système de soutien tel qu'une garantie pour éviter un risque systémique découlant d'une faillite bancaire.

	Choix politiques nationaux	Défis de mise en œuvre	Mesures correctives
	<p>Mesures non monétaires:</p> <p>(q) Mise en œuvre des mesures d'endiguement de la pandémie non pharmaceutiques adaptées aux conditions locales. Ces mesures devraient inclure la mobilisation d'actions communautaires ainsi que l'éducation et la sensibilisation du grand public, en mettant l'accent sur les avantages en matière de sécurité individuelle et publique.</p> <p>(r) Éducation à la santé publique par l'intermédiaire des associations d'enseignants, de jeunes, d'étudiants et de quartier, des ONG, des responsables communautaires et des organisations religieuses.</p> <p>s) Mise en place de plateformes de financement de masse pour mobiliser un soutien financier pour les plus vulnérables à partir des différentes sources disponibles.</p> <p>t) Assouplissement de la législation du travail et introduction d'horaires de travail cycliques et d'incitations au travail à distance dans tous les domaines. Possibilité de travailler au bureau par cycles de deux semaines : 4 jours sur le lieu du travail et 10 jours en étant confiné à la maison²¹.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Incitations globales à adopter des politiques conçues pour d'autres contextes. • La crainte de l'échec, car il s'agit d'une expérience qui n'a pas été tentée ailleurs. • Les mesures envisagées pourraient être considérées comme externes et non liées au contexte local. • Risque de récupération politique. • La perception de la corruption parmi les fonctionnaires pourrait freiner les dons volontaires. Les individus et les organisations pourraient profiter de l'occasion pour promouvoir leurs intérêts personnels. • Manque de confiance dans le gouvernement des donateurs potentiels qui préféreront gérer eux-mêmes leur soutien. • Un pourcentage élevé de la population (71 %) est employé dans le secteur informel, ce qui rend la législation du travail difficile à appliquer. De nombreux travailleurs n'ont pas de connexion Internet et/ou d'ordinateurs portables pour mener leurs activités dans le cadre de modèles de travail à domicile. Nombreux sont ceux qui ne bénéficient pas d'un accès à l'électricité à domicile, même si des ordinateurs portables et des installations Internet sont mis à leur disposition. 	<ul style="list-style-type: none"> • Oser être innovant et différent. Utiliser des données probantes fondées sur des modèles scientifiques et épidémiologiques adaptés aux contextes locaux. • Faire confiance aux chercheurs locaux pour fournir des contenus locaux en vue de l'élaboration des politiques. • Tirer parti des institutions communautaires, traditionnelles et religieuses existantes pour mobiliser le soutien et favoriser la mise en œuvre des initiatives innovantes. • Assurer un suivi et une évaluation efficaces. Utilisation d'approches de portefeuille électronique pour mobiliser les dons et contrôler le ciblage efficace des populations vulnérables. • Associer les institutions de lutte contre la corruption, les OSC, les ONG, les organisations multilatérales et les personnes respectables du secteur privé pour renforcer la confiance et assurer une utilisation judicieuse des fonds collectés. • Obtenir des financements innovants pour soutenir les marchés informels. • Investir dans les TIC et les infrastructures énergétiques modulaires à moyen terme pour soutenir la nouvelle culture du travail. • Faire preuve de flexibilité afin que ceux qui le souhaitent puissent travailler à domicile et que ceux qui ne peuvent pas travailler à domicile puissent se rendre au bureau⁶ • Investir dans le renforcement des capacités du personnel médical.
	<p>u) Redéploiement temporaire des travailleurs vers des secteurs, des industries et des régions revêtant un caractère critique²².</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Des ressources seront nécessaires pour la reconversion et le redéploiement des travailleurs. 	

Les pays doivent examiner attentivement les politiques à court terme fondées sur des preuves scientifiques et les contextes nationaux, y compris les conditions socioculturelles, économiques, politiques et environnementales dominantes et les vulnérabilités existantes, ainsi que les effets multiplicateurs des politiques et les externalités négatives au sein et entre les secteurs clés des économies nationales. Il n'existe pas de politique miracle qui convienne à tous les contextes. Les cultures sont importantes. Les économies politiques sont importantes. Et la géopolitique du développement est importante. Mais l'objectif primordial doit être de sauver des vies, de protéger les moyens de subsistance, de soutenir les petites et moyennes entreprises en plein essor et de sauver l'économie de l'effondrement.

	Choix politiques régionaux	Défis de mise en œuvre	Mesures correctives
	<p>1. Accélérer la mise en œuvre des politiques et stratégies continentales existantes²³.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le commerce intra-africain ne représente en moyenne qu'environ 15 % (2015-2019) alors que sur les autres continents, les échanges internes sont plus importants, l'UE arrivant en tête avec 67 % . 	<ul style="list-style-type: none"> • L'Afrique doit mettre en œuvre une stratégie davantage axée sur elle-même, sur les pays africains, dans le droit fil des High 5, de l'Agenda 2063 et de la ZLECA.

²¹telle approche permettrait de rompre les cycles d'infection par le virus corona et de réduire le nombre de personnes présentes chaque jour dans les bureaux pour faciliter la distanciation sociale.

²²Les étudiants en médecine pourraient être mobilisés et recevoir une formation pratique supplémentaire pour leur permettre de soutenir les médecins, les infirmières et les professionnels de la santé dans le dépistage, le test et le traitement des personnes atteintes de Covid-19.

²³Il s'agit notamment de la ZLECA, de la Déclaration d'Abuja sur les investissements dans les infrastructures de santé, des High 5 et de l'Agenda 2063. La mise en commun et l'intégration des ressources du continent dans les secteurs industriel, agricole, de la recherche scientifique, de la production minière, de l'énergie et de l'alimentation, est la meilleure réponse pour réduire cette dépendance extérieure et stimuler l'économie africaine.

	Choix politiques nationaux	Défis de mise en œuvre	Mesures correctives
COURT TERME	(a) Mettre en place un comité de 30 anciens ministres et gouverneurs de banques centrales pour défendre la mise en œuvre accélérée des accords continentaux et des stratégies de développement existants, notamment les High 5, la ZLECA et l'Agenda 2063, et faire rapport au sommet de l'UA chaque année.	<ul style="list-style-type: none"> • Pour garantir la qualité, l'intégrité et l'équilibre régional des membres et obtenir des résultats, il sera nécessaire de définir des critères de sélection rigoureux et de donner un mandat à la CUA pour assurer la crédibilité du processus. • Les ressources nécessaires pour soutenir les activités de la Commission doivent provenir de l'Afrique afin de garantir l'indépendance et la confiance. 	<ul style="list-style-type: none"> • La CUA définira des critères de sélection et des indicateurs de performance pour les membres. • La BAD devrait envisager d'engager une partie de sa Facilité de réponse à la COVID-19 pour faciliter le travail du Comité.
	(b) Des politiques commerciales qui favorisent les industries locales et la production durable.	<ul style="list-style-type: none"> • Idem que ci-dessus 	<ul style="list-style-type: none"> • Introduire et renforcer la politique de contenu local.
	(c) Renforcer les capacités en matière de STEM (sciences, technologies, génie civil et mathématiques) - technologies de la 4e révolution industrielle. Donner la priorité à l'administration électronique, au commerce électronique, aux services électroniques, aux services bancaires électroniques et à l'éducation en ligne.	<ul style="list-style-type: none"> • Les dépenses brutes actuelles consacrées à la recherche et au développement sont trop faibles pour renforcer les capacités concurrentielles dans les matières et les compétences liées aux sciences, technologies, génie civil et mathématiques. 	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en œuvre l'engagement actuel d'investir au moins 1 % du PIB dans la recherche et le développement.
	(d) Améliorer l'intégrité et la responsabilité dans la prestation des services publics	<ul style="list-style-type: none"> • L'indice de perception de la corruption limite les flux d'investissement et la confiance des citoyens dans les agents publics. 	<ul style="list-style-type: none"> • Adopter et mettre en œuvre l'indice de prestation de services publics (PSDI) du Groupe de la Banque africaine de développement et l'indice Mo Ibrahim.
	(e) Accélérer les investissements dans la mise en œuvre des High 5 du Groupe de la Banque : renforcer la résilience dans les secteurs de l'énergie, de l'agriculture, de l'industrie, de l'intégration régionale et du commerce, et de la santé, de l'éducation, de la science et de la technologie ²⁵ .	<ul style="list-style-type: none"> • Les marges de manœuvre sont limitées dans de nombreux pays en raison de la notation des risques et d'autres systèmes de classification des pays : pays fragiles et pays à revenu intermédiaire. 	<ul style="list-style-type: none"> • La BAD devrait envisager d'assouplir les critères de classification et autres conditionnalités pendant les pandémies. Les pays développés ne sont pas réticents à l'idée d'assouplir les exigences prudentielles budgétaires et monétaires, car la pandémie exige une approche de type « cabinet de guerre ». Les BMD devraient faire de même pour les prêts et les dons destinés aux pays en développement. • Il serait judicieux de créer/mettre en place un fonds continental pour les situations d'urgence. • Renforcer davantage la collaboration/les synergies (par exemple, US Power Africa, AGOA et ZLECA)

²⁴<https://unctad.org/en/pages/PressRelease.aspx?OriginalVersionID=520>

²⁵Les délégués ont souligné que les High 5 offrent un cadre pratique pour le renforcement de la résilience des économies en Afrique. Les pays devraient investir dans les High 5 afin de réaliser les ODD et l'Agenda 2063.

	Choix politiques mondiaux : Interventions multilatérales et bilatérales ²⁶	Défis de mise en œuvre	Mesures correctives
COURT TERME	1. Dons et prêts concessionnels pour fournir un soutien anticyclique aux pays :	<ul style="list-style-type: none"> La notation du risque pays, le risque fiduciaire et le manque de capacité d'absorption des pays peuvent ralentir et réduire le volume et des décaissements pour faire face à la crise en temps voulu. 	<ul style="list-style-type: none"> Les BMD et les agences bilatérales devraient envisager un assouplissement des conditions et des exigences. Adopter une approche de réaction rapide en temps de guerre²⁷.
	a) Soutien à la balance des paiements et appui budgétaire ²⁸	<ul style="list-style-type: none"> Country classified as middle-income countries lose out on concessional loans constraining them to resort to commercial loans at expensive and sometimes non-transparent rates and conditions²⁹. 	<ul style="list-style-type: none"> Les BMD devraient réexaminer la possibilité d'assouplir les conditions imposées aux pays à revenu intermédiaire au titre des projets de financement dans le contexte de la COVID-19.
	b) Allègement de la dette publique ³⁰ .	<ul style="list-style-type: none"> Une mesure d'allègement temporaire qui diffère le paiement jusqu'à nouvel ordre. 	<ul style="list-style-type: none"> Les pays africains devraient demander la remise de leur dette. La BAD et la CUA devraient mener une campagne de sensibilisation auprès du G-20. Les pays africains doivent privilégier la mobilisation des ressources intérieures³¹.
	c) L'annulation sélective de la dette pourrait bénéficier à plus de pays en transition.	<ul style="list-style-type: none"> Faible appétit pour l'annulation de la dette de la part des pays du G-20 qui ont également du mal à faire face aux impacts de COVID-19 sur leur équilibre budgétaire. L'expérience post-PPTÉ n'est pas encourageante. Faible capacité institutionnelle et faible coordination des institutions dirigées par l'Afrique ; la dépendance à l'égard des subventions extérieures nuit à l'établissement des programmes locaux et entraîne une dépendance durable à l'égard des connaissances 	<ul style="list-style-type: none"> Colmater les fuites dues à la corruption et aux flux financiers illicites et canaliser les ressources nationales vers un usage productif. Mettre en œuvre des mesures d'assainissement budgétaire et d'austérité à court terme pour vivre dans les limites de la capacité monétaire et budgétaire de chaque pays. La Banque devrait établir une plateforme de coordination du développement des capacités afin de mobiliser les ressources en matière de connaissances pour soutenir le dialogue politique et l'assistance technique aux pays membres et renforcer les institutions africaines.
	d) Renforcer la capacité de développement, le courtage des connaissances et le dialogue politique : aider les pays par la synthèse des connaissances, le dialogue politique ciblé et l'assistance technique pour soutenir les choix politiques et renforcer la capacité de mise en œuvre dans les pays.	<ul style="list-style-type: none"> Faible allocation budgétaire à la production de connaissances et aux activités de R&D au plan national. 	<ul style="list-style-type: none"> La Communauté de pratique mondiale de la BAD (G-CoP) devrait s'investir dans le soutien aux pays afin de mobiliser des ressources pour financer les activités de R&D, l'assistance technique, le dialogue politique et les bourses pour les jeunes et les femmes dans le domaine des STEM.

²⁶Banque africaine de développement (BAD) ; Fonds monétaire international (FMI), ET Banque mondiale.

²⁷La vitesse et l'ampleur de la propagation géographique de la COVID-19 sont sans précédent, tout comme les mesures fiscales et monétaires prises par les pays développés pour contenir le virus, sauver des vies, des entreprises et des économies. La période de guerre n'est pas une période où l'on devrait craindre les notations de risque et les conditionnalités. Les retards pourraient engendrer des conséquences plus néfastes à long terme, avec un nombre élevé de décès, de faillites et d'économies défailtantes dans les États membres. Lorsqu'une maison est en feu, on ne prend pas la peine de lire les petits caractères des polices d'assurance avant de sauver des vies et des biens.

²⁸Cela viserait à améliorer le manque de devises et de revenus budgétaires qui conduisent à la chute des valeurs des monnaies nationales qui se traduisent par des prix intérieurs élevés pour les importations.

²⁹L'exclusion des pays à revenu intermédiaire de l'accès aux prêts concessionnels pour faire face à la crise COVID-19 présente un double défi pour l'Afrique. Les PRI sont les grandes économies dont les pays fragiles dépendent pour le commerce et l'industrie. De plus, un choc exogène soutenu sur les marchés des PRI va réduire les perspectives de croissance de la région. Cela aura également des effets sur les économies fragiles.

³⁰Cela prendrait la forme d'une suspension de l'amortissement et du paiement des intérêts afin d'éviter que certains pays ne soient en défaut de paiement.

³¹Il a été noté qu'aucun pays ne s'est jamais développé grâce à l'aide et à la remise de la dette. La dette devrait servir à financer des actifs productifs et non des passifs.

	Choix politiques mondiaux : Interventions multilatérales et bilatérales ²⁶	Défis de mise en œuvre	Mesures correctives
COURT TERME	<p>e) Réforme des systèmes mondiaux et multilatéraux</p> <p>f) Les pays africains devraient être davantage impliqués dans la gestion des systèmes économiques mondiaux et des chaînes de valeur et systèmes d'approvisionnement qui y sont associés afin de promouvoir leurs intérêts économiques.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Politique de pure forme (Tokénisme) : la petite taille des économies nationales limite la voix des pays membres individuels dans les systèmes mondiaux et multilatéraux de coopération, notamment l'ONU, l'OMC, l'OMS, etc. L'Afrique possède un énorme potentiel de ressources naturelles sur lequel repose l'économie mondiale, mais dépend des pays étrangers pour l'aide, les subventions et les prêts destinés à financer le développement. L'application inégale des principes économiques néo-libéraux fausse les marchés financiers et compromet l'orientation de la politique monétaire et budgétaire des pays en développement.³² 	<ul style="list-style-type: none"> L'Afrique doit renforcer l'intégration régionale pour parler comme un seul continent L'Afrique doit investir dans le financement du développement du capital naturel pour créer de la richesse. Mettre en œuvre des politiques de contenu local qui empêchent l'exportation de ressources sans valeur ajoutée. Les pays africains mettent en œuvre des mesures de politique monétaire et fiscale strictes pour couvrir ces risques.
	Choix politiques nationaux	Défis de mise en œuvre	Mesures correctives
MOYEN TERME	1. Renforcer la capacité de résilience – la capacité à faire face aux chocs exogènes.	<ul style="list-style-type: none"> Mémoire courte et tendance à revenir rapidement à la normale. La COVID-19 est une pandémie parmi les pandémies et ne sera pas la dernière. 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer les institutions de recherche politique dirigées par l'Afrique afin qu'elles puissent devenir des moteurs de la production de connaissances et de l'innovation. Évaluer les besoins en capacité des pays afin d'identifier tous les défis liés à l'élaboration de stratégies de développement des capacités nationales pertinentes.
	a) Constituer des réserves monétaires et fiscales pendant les bons jours ³³ .	<ul style="list-style-type: none"> Espace fiscal limité et faible culture de l'épargne 	<ul style="list-style-type: none"> Investir dans des fonds souverains, des fonds de réserve nationaux et d'autres fonds d'amortissement en période de prospérité afin d'épargner pour les mauvais jours. Faire preuve de prudence budgétaire et monétaire en période d'expansion, renforcer la transparence et la responsabilité dans la gestion des finances publiques.
	b) Investir dans un système d'alerte précoce et de préparation à l'intervention : échelle nationale, régionale et mondiale.	<ul style="list-style-type: none"> Systèmes de données et capacités institutionnelles pour la collecte et la coordination des renseignements laissant à désirer. 	<ul style="list-style-type: none"> Investir dans l'Autoroute de l'information en Afrique de la BAD, renforcer les bureaux nationaux de statistiques. Mettre l'accent sur la création d'institutions nationales et de structures de gouvernance solides ainsi que sur l'interaction entre elles.
	c) Diversification économique et développement stratégique de la chaîne de valeur et approfondissement des marchés intérieurs guidés par l'efficacité et la suffisance, et non par la maximisation des profits.	<ul style="list-style-type: none"> Faiblesse de la base industrielle due au manque d'infrastructures de base, notamment d'électricité. 	<ul style="list-style-type: none"> Créer et sensibiliser les MPME à l'innovation en matière de marketing, d'identification des entreprises (adresses uniques), de soutien aux assurances.

³²L'assouplissement des politiques monétaires et fiscales aux États-Unis et en Europe a des effets de transmission importants sur le marché des changes africain, et alimente l'inflation en raison des effets des devises de réserve. À bien d'égards, les banques centrales américaine et européenne impriment de la monnaie pour faire face aux chocs exogènes de leurs économies et transférer les effets inflationnistes et de change à l'Afrique et au monde en développement. En outre, l'Afrique et les pays en développement reçoivent l'excédent sous forme de prêts, ce qui a des conséquences sur la marge de manœuvre budgétaire actuelle et future des pays en développement

³³Réserves de change, réserves alimentaires stratégiques, réserves stratégiques d'équipement médicaux, investissement stratégique dans les capacités institutionnelles et les organismes d'audit/de comptabilité supérieurs, les fonds d'amortissement et le système de secours en cas de catastrophe, le fonds de stabilisation axé sur des règles, etc.

	Choix politiques nationaux	Défis de mise en œuvre	Mesures correctives
	d) Gestion prudente des finances publiques.	<ul style="list-style-type: none"> L'espace fiscal limité pour correspondre au comportement des consommateurs, les rémunérations importantes des gouvernements et des services publics poussent les budgets au-delà des recettes intérieures. 	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en œuvre des mesures d'austérité et favoriser la mobilisation des ressources intérieures (recettes fiscales et non fiscales).
	e) Donner la priorité aux investissements dans l'infrastructure de la santé : échelle mondiale, régionale et nationale.	<ul style="list-style-type: none"> Disponibilité du budget fiscal pour financer les priorités en matière de santé. 	<ul style="list-style-type: none"> Envisager de faire appliquer la Déclaration d'Abuja demandant d'affecter 15 % du budget annuel à l'amélioration du secteur de la santé. Appuyer le CDC pour l'Afrique.
	f) Mettre en place un fonds d'investissement dans l'infrastructure – pour accélérer le financement des secteurs des High-5	<ul style="list-style-type: none"> Les plateformes existantes, telles que le Forum pour l'investissement en Afrique (AIF), s'appuient sur le financement externe et privé des projets. 	<ul style="list-style-type: none"> Les pays devraient mobiliser les ressources nationales pour investir dans les infrastructures des secteurs prioritaires afin de renforcer la transformation structurelle de leurs économies
	g) Réforme fiscale : Rétablir la politique fiscale pour rapprocher la capacité fiscale de l'Afrique de la moyenne mondiale et exiger de tous les citoyens et entreprises une contribution équitable aux fonds publics	<ul style="list-style-type: none"> Le manque perçu de transparence et de responsabilité limite la confiance du public dans l'efficacité du gouvernement et réduit l'envie de payer des impôts. 	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en œuvre l'Académie de gestion des finances publiques (PFMA) et l'indice de prestation de services publics (PSDI) de la BAD afin d'améliorer la capacité de gestion prudentielle des finances publiques et de renforcer la transparence et la responsabilité dans la prestation des services publics.
	h) Mettre un terme aux subventions inefficaces aux combustibles fossiles et promouvoir des investissements ciblés dans les énergies renouvelables qui offrent une source d'énergie plus résistante et décentralisée.	<ul style="list-style-type: none"> L'économie politique complexe des subventions et des intérêts particuliers rend la réduction et la suppression des subventions coûteuses pour les pouvoirs publics. 	<ul style="list-style-type: none"> L'effondrement des facteurs de l'offre et de la demande dans l'industrie pétrolière induit par la COVID-19 (prix négatif du pétrole) offre une opportunité de supprimer les subventions pétrolières avec des coûts politiques limités pour les pouvoirs publics.
	i) Restructurer les budgets pour accroître les investissements dans la recherche, le développement de produits et la capacité de fabrication locale.	<ul style="list-style-type: none"> Négligence de longue date du système éducatif, entraînant une dépendance à l'égard des connaissances et une faible demande de produits issus de la recherche locale. 	<ul style="list-style-type: none"> Donner la priorité aux investissements dans les secteurs clés, en particulier l'enseignement des STIM dans les budgets nationaux. La BAD devrait accélérer le travail de l'IAD pour devenir la Banque du savoir pour l'Afrique et soutenir la mobilisation des ressources et le renforcement des institutions africaines dans le domaine de la recherche pour le développement.
	2. Une stratégie plus tournée vers l'intérieur pour les pays africains, conformément à l'Agenda 2063 et à la ZLECA :	<ul style="list-style-type: none"> La dépendance excessive à l'égard des marchés mondiaux pendant l'ordre néo-libéral n'a pas profité à l'Afrique et à l'environnement mondial. L'Afrique a été un marché pour les matières premières et un consommateur de communautés transformées. Les avantages du progrès technique se sont donc accumulés ailleurs. Les critères de convergence macroéconomique ne sont pas adaptés aux contextes sociopolitiques et culturels en Afrique. 	<ul style="list-style-type: none"> Les experts de la G-CoP examineront les options de développement pour l'Afrique post-COVID-19. Se concentrer sur la qualité de la croissance - l'efficacité, la suffisance et l'inclusion plutôt que sur la seule quantité de croissance. Mettre l'accent sur le développement du commerce régional et des chaînes de valeur régionales pour les produits primaires, et exporter les connaissances et les technologies vers le marché mondial. Accélérer la domestication de la ZLECA.

MOYEN TERME

	Choix politiques nationaux	Défis de mise en œuvre	Mesures correctives
	a) Approfondir et élargir les marchés financiers	<ul style="list-style-type: none"> Des marchés financiers locaux sous-développés avec des instruments financiers très limités. Difficulté à s'intégrer dans les marchés financiers internationaux Existence d'un secteur financier dominé par l'étranger, en particulier le secteur bancaire Manque général d'expertise dans les opérations des marchés financiers mondiaux. Mauvaise notation des États et du secteur financier. 	<ul style="list-style-type: none"> Tirer parti de ses propres décennies d'expérience des marchés financiers et de celles des économies développées et émergentes pour maximiser les possibilités d'apprentissage afin de développer le secteur financier. Solliciter l'assistance technique et financière des institutions de financement du développement qui ont une expertise dans le domaine des marchés financiers mondiaux et locaux.
	b) Renforcer les institutions dirigées par l'Afrique - renforcer les capacités endogènes pour une croissance inclusive dans les secteurs clés.	<ul style="list-style-type: none"> La dépendance actuelle à l'égard des bailleurs de fonds masque l'intérêt analytique pour les questions politiques qui intéressent les pays africains. 	<ul style="list-style-type: none"> Investir dans le renforcement des capacités – y compris les programmes de protection sociale.
	j) Investir dans les innovations et technologies sociales rompant avec les modèles établis - e-Banking, e-santé, e-éducation, etc.	<ul style="list-style-type: none"> Plusieurs plateformes de technologies électroniques développées en Afrique (M-PESA) devraient être mises à l'échelle en raison des barrières commerciales et non commerciales. 	<ul style="list-style-type: none"> Les pays devraient investir dans l'adoption des technologies et l'incubation de l'innovation. L'IAD devrait collaborer avec Harvardx pour tirer parti des plateformes en ligne gratuites ou à faible coût pour l'éducation en Afrique. Numérisation des économies africaines avec l'introduction de l'administration en ligne, du commerce électronique, des services en ligne, des paiements en ligne, de la formation en ligne, etc.
	k) Diversification économique stratégique pour la transformation structurelle	<ul style="list-style-type: none"> Accorder une plus grande attention à l'économie informelle et à l'innovation dans les entreprises communautaires. 	<ul style="list-style-type: none"> Développer la demande intérieure dans le pays : les marchés sont essentiels pour l'inclusion.
	l) Constituer des réserves budgétaires pour faire face aux imprévus	<ul style="list-style-type: none"> Les fonds souverains africains sont souvent investis sur les marchés étrangers, ce qui rend le pays vulnérable aux risques de change 	<ul style="list-style-type: none"> Améliorer les processus comptables et de production des rapports. Investir les fonds souverains sur les marchés domestiques.
	Choix politiques régionaux	Défis de mise en œuvre	Mesures correctives
	1. Réduire la dépendance vis-à-vis du système d'approvisionnement mondial	<ul style="list-style-type: none"> Pénurie immédiate de biens de base importés en l'absence de capacité immédiate à substituer la production locale aux importations. 	<ul style="list-style-type: none"> Il devra y avoir une approche stratégique, graduelle et planifiée pour réduire la dépendance à l'égard du système d'approvisionnement mondial. Encourager la réorientation vers la production et la consommation locales de produits locaux afin de réduire la facture de l'importation.
	a) Renforcer les institutions multilatérales et régionales.	<ul style="list-style-type: none"> La dépendance vis-à-vis des donateurs dans les institutions régionales africaines façonne les programmes qui ne répondent pas toujours aux réalités de l'Afrique. 	<ul style="list-style-type: none"> La BAD devra mobiliser des ressources pour soutenir les institutions concernées aux niveaux régional, sous-régional et national. Les gouvernements des pays fourniront des fonds de contrepartie pour assurer l'appropriation et la participation active à l'établissement des programmes.

MOYEN TERME

	Choix politiques nationaux	Défis de mise en œuvre	Mesures correctives
	b) Accroître l'intégration et la mise en œuvre de la ZLECA	<ul style="list-style-type: none"> Répartition inégale des avantages à tirer de la ZLECA dans les CER et dans tous les pays où des perdants et des gagnants apparaissent. 	<ul style="list-style-type: none"> Compte tenu de la diversité des pays impliqués dans la ZLECA, il y aurait le problème à trois faces du traitement spécial et différentiel des pays membres, de la lutte contre les mesures e l'autre côté de la frontière et de l'élimination de tous les obstacles au commerce imposés par les politiques. La BAD soutiendra les pays en synthétisant la synthèse du savoir et en mettant en œuvre le dialogue politique pour soutenir l'intégration de la ZLECA.
	c) Mettre en place un groupe africain de 30 personnalités (15 ministres des Finances et 15 gouverneurs de banques centrales) pour assurer des actions continentales coordonnées après la COVID-19.	<ul style="list-style-type: none"> Manque possible de coordination entre les pays membres en raison de la faible volonté politique, des défis bureaucratique-juridiques et du manque ressources financières. 	<ul style="list-style-type: none"> Coordination entre la CUA (politique) et la BAD (économique) sur la promotion des réformes dans les pays.
	Choix politiques globaux : Interventions multilatérales et bilatérales	Défis de mise en œuvre	Mesures correctives
	a) Réévaluation des politiques néolibérales, de la mondialisation et du libre-échange en vue d'ajuster le paradigme actuel ³⁴ .	<ul style="list-style-type: none"> Les avantages des politiques néolibérales, de la mondialisation et du libre-échange ont été inégaux. 	<ul style="list-style-type: none"> Viser non seulement à reconstruire l'économie, mais aussi à bâtir une économie meilleure et plus inclusive. Il incombe aux pays d'examiner d'autres modèles de croissance et de développement, y compris l'économie verte, l'économie inclusive, l'économie donut, etc. Mettre l'accent sur l'efficacité et la suffisance plutôt que sur la croissance surréaliste du PIB.
	b) Les BMD doivent revoir la classification et la description des pays à revenu intermédiaire, car ce statut a asséché leur accès aux financements concessionnels.	<ul style="list-style-type: none"> L'exclusion des PRI de l'accès aux prêts concessionnels contraint ces pays à revenir aux marchés commerciaux et aux prêts autres que ceux du Club de Paris, plus coûteux et moins transparents. Les effets multiplicateurs négatifs de cette situation ont un impact sur les économies fragiles qui dépendent des PRI pour les biens de consommation. 	<ul style="list-style-type: none"> Les BMD doivent envisager d'assouplir les classifications pendant les périodes de chocs exogènes majeurs tels que la COVID-19.
	c) Allègement/annulation de la dette	<ul style="list-style-type: none"> Les reports de la dette et les paiements échelonnés du service de la dette ne font que reculer le problème de la soutenabilité de la dette. 	<ul style="list-style-type: none"> La CUA devra faire campagne pour l'annulation de la dette par le G-20.

³⁴La ZLECA pourrait servir à atteindre cet objectif dans les secteurs de l'industrie, de l'agriculture, de la recherche-développement, des mines, de l'énergie de l'alimentation.

STRATÉGIES DE RELANCE DES ÉCONOMIES

	Choix politiques nationaux	Défis de mise en œuvre	Mesures correctives
MOYEN TERME	1. Intensifier les tests pour identifier les nouveaux cas d'infection ³⁵ .	<ul style="list-style-type: none"> Capacité de tests limitée avec une disponibilité limitée de kits de test puisque seulement un sur les centaines de disponibles est fait en Afrique. 	<ul style="list-style-type: none"> Partenariat de courtage entre chercheurs, scientifiques et institutions nationales pour expérimenter sur place la production de kits d'essai. Fournir un cadre pour relier les chercheurs et les institutions locales aux producteurs mondiaux de kits d'essai afin de faciliter la formation et l'apprentissage rapides. Fournir des fonds de démarrage pour soutenir le développement des produits et la production en masse.
	2. Adopter une réouverture prudente, progressive et ordonnée	<ul style="list-style-type: none"> Pression de réouverture exercée à la fois par les politiques et les entreprises. Effet d'imitation étant donné que d'autres pays rouvrent. 	<ul style="list-style-type: none"> Articuler un plan d'action réalisable pour la réouverture qui doit être suivi correctement. Éviter la réouverture prématurée parce que cela laisse présager plus de dommages à l'économie, dans la mesure où les pays courent un risque potentiel d'explosion élevé, qui nécessiterait un deuxième arrêt pouvant être plus long. Donner la priorité à la vie des gens et non au revenu dans le plan de réouverture. Analyser, identifier, prioriser et séquencer la réouverture à l'aide de mesures³⁶ judicieuses. Assurer la transparence du processus pour renforcer la confiance du public et l'adhésion à la stratégie de réouverture.
	3. Avant la réouverture, établir des normes de santé et de sécurité au travail qui soient claires, fermes et exécutoires.	<ul style="list-style-type: none"> Pratiques de santé et de sécurité au travail médiocres ou inexistantes dans la plupart des bureaux et lieux publics en Afrique. Non-respect par les PME et les opérateurs du secteur informel. 	<ul style="list-style-type: none"> Poursuivre la mise en œuvre des mesures de prévention et de confinement (distanciation physique et sociale et interdiction des grands rassemblements) dans les bureaux et les lieux publics à moyen terme.
	4. Plan d'action articulé pour gérer un rebond de la pandémie.	<ul style="list-style-type: none"> Existence d'une grande vulnérabilité dans certaines communautés face à la résurgence. 	<ul style="list-style-type: none"> Identifier les points chauds pour d'éventuelles nouvelles flambées et élaborer un plan d'action pour la prévention et le confinement. Réduire à moyen terme les déplacements à grande échelle des personnes. Utiliser efficacement le temps de verrouillage actuel pour construire la structure et planifier les mesures nécessaires à la réouverture. Collaborer avec les OSC dans le processus de sensibilisation.

³⁵ Necessary duty of care must be taken before reopening. Reopening must be based on sound scientific and health advice regarding the epidemiological evolution of the disease

³⁶ Cela pourrait comprendre le potentiel d'augmentation du risque de la nouvelle vague de transmission ainsi que l'impact estimatif sur l'économie globale et les moyens de subsistance, si le confinement se poursuit.

MOYEN TERME

	Choix politiques nationaux	Défis de mise en œuvre	Mesures correctives
	5. Créer une sensibilisation à grande échelle et de grande portée grâce à une communication efficace sur les protocoles concernant la réouverture des économies.	<ul style="list-style-type: none"> Méconnaissance par les populations de la stratégie de réouverture et de leur responsabilité dans le processus. 	<ul style="list-style-type: none"> Utiliser tous les canaux et supports de communication possibles pour atteindre tous les citoyens, en particulier dans les zones les plus vulnérables.
	6. Établir une gouvernance efficace pour le processus de réouverture.	<ul style="list-style-type: none"> Plaintes au sujet de brutalités exercées par les forces de l'ordre sur les citoyens lors de l'application du confinement. 	<ul style="list-style-type: none"> Énoncer l'engagement formel et acceptable aux forces de l'ordre pendant le processus de réouverture. Assurer la gestion des conséquences en cas de brutalité par les forces de l'ordre.
	7. Analyser et évaluer avec soin les options disponibles pour la réouverture de l'économie. ³⁷	<ul style="list-style-type: none"> Tendance à adopter ce qui a fonctionné ailleurs sans évaluation appropriée de sa pertinence pour les conditions locales. 	<ul style="list-style-type: none"> Suivre une stratégie d'adaptation soigneusement planifiée et séquentielle. Sur la base d'une évaluation et d'une analyse minutieuses, articuler un cadre national de réouverture.
	8. Évaluer et évaluer la préparation à la réouverture.	<ul style="list-style-type: none"> Incertitude quant à la réouverture. 	<ul style="list-style-type: none"> Créer des critères et une liste de contrôle pour la réouverture.
	Choix politiques régionaux	Défis de mise en œuvre	Mesures correctives
	1. Accélérer les tests pour détecter et gérer les cas	<ul style="list-style-type: none"> Ressources limitées pour acquérir les kits de test nécessaires. 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir un soutien financier d'urgence direct aux chercheurs et aux fabricants africains pour fabriquer sur place les kits d'essai. Soutenir les pays dans l'approvisionnement et la répartition des kits d'essai importés.
	2. Positionner le CDC Afrique pour qu'il prenne l'initiative du processus de réouverture par le biais des conseils scientifiques et sanitaires sur l'évolution épidémiologique du virus.	<ul style="list-style-type: none"> Faiblesse du CDC Afrique compte tenu de son lien d'affiliation à la CUA. 	<ul style="list-style-type: none"> Accorder au CDC Afrique l'autonomie juridique, institutionnelle et opérationnelle.
	3. Soutenir les pays par le financement de la reconstruction.	<ul style="list-style-type: none"> La plupart des IFD et des institutions multilatérales sont programmées uniquement pour les financements et les opérations d'urgence, à l'exclusion de la reconstruction du tissu socio-économique. 	<ul style="list-style-type: none"> Accorder au CDC Afrique l'autonomie juridique, institutionnelle et opérationnelle. Envisager la création d'un Fonds de reconstruction économique (post-) COVID-19 Examiner la création d'un Fonds continental d'urgence
	4. Assurer en permanence aux pays des conseils sur le processus du protocole de levée du confinement	<ul style="list-style-type: none"> Fatigue et sentiment prématuré de délivrance. 	<ul style="list-style-type: none"> Poursuite de la coordination avec les centres nationaux de lutte contre les maladies et établissements nationaux de santé nationaux sur les mesures et procédures de sécurité appropriées pendant le processus de confinement.

³⁷ Les choix disponibles comprennent le redémarrage complet ou le démarrage progressif.

	Choix politiques mon-diaux : Interventions multilatérales et bilatérales	Défis de mise en œuvre	Mesures correctives
MOYEN TERME	1. Les leçons tirées par les pays (bonnes et moins bonnes) pour la réouverture des économies	<ul style="list-style-type: none"> Les pays pourraient interpréter cela comme normatif, d'où un risque de mauvaise interprétation comme étant une approche universelle. 	<ul style="list-style-type: none"> Collaborer avec les institutions locales pour comprendre et intégrer les conditions locales.
	2. Négocier des prêts à faible taux d'intérêt et à long terme pour la reconstruction économique.	<ul style="list-style-type: none"> La situation économique plus faible des pays africains qui les rend moins solvables. 	<ul style="list-style-type: none"> Garantir les emprunts des pays.
	3. Fournir le leadership par l'exemple.	<ul style="list-style-type: none"> Demandes écrasantes d'aide de la part des pays. 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir une assistance technique spécialisée aux pays dans le processus de réouverture, en particulier la reconstruction des économies, en fonction des besoins spécifiques des pays.
	Choix politiques nationaux	Défis de mise en œuvre	Mesures correctives
LONG-TERME	1. Refonte de la politique et des systèmes de développement des compétences en mettant l'accent sur l'avenir du travail ³⁸ .	<ul style="list-style-type: none"> La croissance économique est à la traîne par rapport à la croissance démographique³⁹. Diversification économique limitée avec la poursuite des activités économiques axées sur les produits de base et la croissance. Mauvais niveau d'adoption de la technologie de production. Non-disponibilité des conditions politiques appropriées et de pertinentes ainsi que des technologies adaptées à l'investissement. 	<ul style="list-style-type: none"> Légiférer sur les investissements obligatoires dans les technologies et la R-D par le gouvernement et les entreprises privées afin d'assurer la disponibilité et l'accessibilité de l'infrastructure numérique pour la population rurale et urbaine. Établir un environnement des affaires approprié par le biais d'une législation ou de directives présidentielles garantissant la mise en place des infrastructures physiques et technologiques. Mettre en place un cadre réglementaire des infrastructures numériques pour promouvoir la concurrence, l'accès et l'intégration nationale. Approfondir la fourniture d'infrastructures de base comme l'électricité et soutenir les entrepreneurs et les inventeurs qui travaillent à améliorer les compétences des travailleurs peu qualifiés du secteur informel. Introduire des sujets comme le codage, l'analyse des données, l'entrepreneuriat et la stratégie de formation technique et professionnelle (EFTP) dans les programmes scolaires à partir de l'école primaire.
	2. Développer des villes intermédiaires ⁴⁰ .	<ul style="list-style-type: none"> Existence d'établissements urbains non planifiés avec de nombreux bidonvilles. Disponibilité limitée des ressources financières pour financer le développement des infrastructures. Absence de stratégies nationales d'urbanisation et de développement des infrastructures. 	<ul style="list-style-type: none"> Intégrer les villes secondaires dans les stratégies nationales de développement. Élaborer, superviser et coordonner les cadres politiques et réglementaires pour le développement des villes intermédiaires. Intégrer les Politiques urbaines nationales (PUN) sorties d'Habitat III en 2016. Élaborer et mettre en œuvre une stratégie de développement des infrastructures qui mette l'accent sur la stratégie spatiale. Adopter une stratégie budgétaire et de financement novatrice qui permette d'accroître les budgets publics et d'en tirer parti pour attirer des financements institutionnels privés et multilatéraux.

³⁸ Développer les initiatives d'apprentissage à distance et de requalification pour tous les chômeurs ou les travailleurs sous-employés.

³⁹ Entre 2000 et 2014, l'emploi a augmenté de moins de 1,8 % tandis que la croissance de la main-d'œuvre s'établissait à 3 % par an. On estime que d'ici 2030, 30 millions de jeunes arriveront sur le marché du travail chaque année, d'où la nécessité de créer 18 millions d'emplois par an pour absorber les nouveaux demandeurs d'emploi. Et pourtant, ne sont créés que 3 millions d'emplois formels. Seuls 4 % des nouveaux arrivants entre 2010 et 2020 ont pu trouver un travail dans les industries, et 21 % dans les services.

⁴⁰ Cela visera à fournir infrastructures essentielles qui joueront un rôle crucial dans la connexion des chaînes d'approvisionnement rurales et urbaines de l'Afrique et en aidant les PME locales à répondre à la demande intérieure et régionale

	Choix politiques nationaux	Défis de mise en œuvre	Mesures correctives
LONG-TERME	3. Les émetteurs souverains envisagent d'ajuster leurs stratégies d'emprunt afin d'atténuer le risque de refinancement et d'accroître la capacité de financement. ⁴¹	<ul style="list-style-type: none"> • Marchés financiers peu profonds • Mauvaises notations de la dette souveraine qui limitent le pouvoir d'emprunt et obligent les pays à payer des taux de coupons plus élevés que la normale sur les prêts souverains. • La perception globale que les obligations de la dette souveraine africaine sont malsaines. • Budgets en croissance excessive et défis de gestion de la dette publique. 	<ul style="list-style-type: none"> • Assurer une utilisation prudente des fonds empruntés en liant ces emprunts à un projet spécifique. • Émettre des obligations qui fournissent un benchmarking approprié pour les marchés des obligations d'État et des sociétés nationales. Cela contribuera au développement et à l'approfondissement des obligations infranationales et des obligations d'entreprises sur le marché intérieur. • Investir dans des politiques et des actions visant à améliorer les fondamentaux économiques. • Établissement d'un registre des garanties obligatoires.
	4. Anticiper la crise des combustibles fossiles à venir et commencer la transition vers des économies à faible émission de carbone.	<ul style="list-style-type: none"> • Faible accès à l'énergie où toute forme d'énergie est meilleure qu'aucune. • Accessibilité facile, coût abordable et dépendance à l'égard des sources d'énergie polluantes et bon marché comme le charbon. • Niveau de pauvreté élevé qui réduit l'accessibilité des alternatives énergétiques plus propres. • Faiblesses des compétences techniques et de la capacité à développer localement des solutions innovantes à faible émission de carbone. • La volonté politique limitée visible à travers les lenteurs bureaucratiques, les règlements ambigus et les faiblesses institutionnelles. • Faible expertise technique pour innover. 	<ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir l'utilisation des panneaux solaires bon marché et de solutions énergétiques alimentées par batterie. • Adopter l'utilisation de véhicules à faibles émissions, de carburants plus propres, de transports publics et de voitures plus petites et économes en carburant. • Légiférer sur l'utilisation d'appareils écoénergétiques et encourager l'utilisation de technologies de cuisson plus propres. • Les pays dépendant des combustibles fossiles devraient remettre en question la capacité de leur modèle économique actuel à offrir un avenir durable et prospère à la population.
	5. Soutenir le développement du secteur privé ⁴² .	<ul style="list-style-type: none"> • Absence d'un cadre pour le développement et l'engagement du secteur privé. • La domination du secteur public dans l'espace économique national. 	<ul style="list-style-type: none"> • Élaborer une stratégie de développement du secteur privé avec un cadre pour les partenariats public-privé. • Mettre en place des institutions de financement du partage des risques dans les principaux secteurs à haut risque, en particulier l'agriculture. • Encourager les entreprises (PME et MPME) à restructurer leurs états financiers de manière à provisionner un fonds de réserve d'amortissement/garantie en période de bonne conjoncture⁴³.

⁴¹ Cela aidera à allonger la courbe de rendement en émettant des titres à long terme et d'introduire nouveaux titres et la diversification de la base d'investisseurs.

⁴² Par l'introduction de politiques visant à supprimer les risques du secteur privé, par exemple la vente aux enchères de contrats d'énergie renouvelable.

³⁸ Ce fonds d'amortissement pourrait être détenu en fiducie par la Banque centrale et le Trésor de chaque pays, qui pourraient à leur tour verser des contributions annuelles de contrepartie aux entreprises afin de les inciter à investir dans le fonds. Le fonds ne devrait être mis à la disposition des entreprises qu'en période de chocs exogènes comme la pandémie de la COVID-19.

	Choix politiques nationaux	Défis de mise en œuvre	Mesures correctives
LONG-TERME	6. Établir des fonds de stabilisation et d'amortissement pour résister aux chocs exogènes.	<ul style="list-style-type: none"> • Contraintes d'espace budgétaire limité et d'excédent de revenus permettant de disposer à peine de ressources suffisantes pour les dépenses en services essentiels. • Manque de transparence et de reddition de comptes, corruption dans l'utilisation des fonds. • Pression politique, en particulier de la part des organismes publics contre l'établissement de ces fonds. 	<ul style="list-style-type: none"> • Légiférer sur les économies fiscales obligatoires. • Établir et habiliter les institutions de lutte contre la corruption et renforcer les OSC pour qu'elles assurent une fonction de surveillance. • Coordination entre la CUA (politique), la BAD et la CEA (économique) sur la promotion des réformes dans les pays (industrialisation). • Introduire des mécanismes de stabilisation et de changement automatiques dans les dépenses anticycliques et exposées aux chocs. • Établir des marges de manœuvre budgétaire pendant le boom et créer des fonds spéciaux pour faire face à des chocs spécifiques afin d'améliorer l'espace budgétaire.
	7. Adopter la comptabilité de mi-exercice pour arrêter les dépassements budgétaires.	<ul style="list-style-type: none"> • Méconnaissance du processus et des normes comptables en cause ainsi que de la méthode d'évaluation à utiliser. • Non-disponibilité de structures institutionnelles pour l'établissement de normes comptables. 	<ul style="list-style-type: none"> • Investir dans le renforcement des capacités du personnel essentiel du ministère des Finances, de la Planification et de l'Économie afin de le doter des compétences requises liées au système de budgétisation. • Introduire des solutions informatiques (p. ex., l'enregistrement de tous les contrats attribués par les ministères techniques dans une base de données).
	8. Repenser l'application de la Déclaration d'Abuja sur l'affectation de 15 % du budget annuel à l'amélioration du secteur de la santé.	<ul style="list-style-type: none"> • Revenus fiscaux limités coexistant avec des besoins concurrents dans d'autres secteurs. • Faible capacité d'absorption dans le secteur national de la santé, fortement tributaire des importations. 	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation graduelle de l'allocation fiscale au secteur de la santé. Étant donné que les soins de santé sont dépendants des investissements privés, mettre l'accent sur le financement et les incitations comme chaînons manquants.
	9. Repenser les régimes de change en Afrique ⁴⁴ .	<ul style="list-style-type: none"> • L'étroitesse des économies qui en fait des preneurs de prix et les rend fortement dépendantes des importations limite les choix de la politique de change. • Effets négatifs possibles sur la gestion macroéconomique, en particulier l'inflation et la compétitivité des exportations. • Difficultés importantes de balance des paiements. • Passer l'effet du taux de change flexible aux prix intérieurs sous forme d'inflation et de perte de bien-être pour la majorité de la population. • Positions fiscales et de réserves étrangères tendues. 	<ul style="list-style-type: none"> • Unifier les multiples guichets de taux de change. • Adopter une transition graduelle en explorant d'abord l'accord de parité conventionnel. • Assurer une mise en œuvre coordonnée de la politique de change avec les autres politiques micro et macroéconomiques, en particulier monétaires et budgétaires.

⁴⁴ Le moment est-il venu d'adopter une politique de taux de change appropriée pour soutenir le secteur réel ?

	Choix politiques nationaux	Défis de mise en œuvre	Mesures correctives
LONG-TERME	10. Focus on sustainable development ⁴⁵ .	<ul style="list-style-type: none"> • Large number of people living in extreme poverty, and high level of income inequality. • Rapid population and urbanization growth rates. • Wide gaps in human development, data, governance and financing. • Limited economic diversification and transformation. • High level of corruption, infrastructure deficits and insecurity 	<ul style="list-style-type: none"> • Développer une stratégie de développement durable ambitieuse, axée sur l'action et collaborative, adaptée aux particularités et aux niveaux de développement locaux. • Modifier délibérément et systématiquement les modes de consommation et de production grâce à une stratégie de transformation structurelle. • Capitaliser sur les jeunes et leur capacité d'innovation. • Adopter des partenariats public-privé pour la fourniture des infrastructures et la mise en place d'autres initiatives de développement durable. • Renforcer et soutenir les institutions dirigées par l'Afrique et renforcer les capacités en faveur d'une croissance inclusive et durable.
	11. Accroître les investissements dans les infrastructures pour la diversification à long terme des économies africaines.	<ul style="list-style-type: none"> • Incapacité d'obtenir les financements à long terme requis pour le développement de l'infrastructure. • Corruption au sein des institutions de mise en œuvre et dans les milieux des entrepreneurs, qui entraîne un coût élevé du développement de l'infrastructure. • Capacité limitée pour le développement complexe de l'infrastructure, ce qui entraîne une pénurie des compétences, des expertises et expériences particulières. 	<ul style="list-style-type: none"> • Articuler une stratégie de développement des infrastructures à long terme qui intègre les rôles de toutes les parties prenantes, à savoir les secteurs public et privé, les partenaires multilatéraux et bilatéraux, etc. • L'entretien doit être prioritaire. • Intégration des initiatives continentales de développement des infrastructures comme le PIDA. • Donner la priorité à l'objectivité plutôt qu'à la politique dans la distribution et l'emplacement des projets de développement des infrastructures.
	12. Repenser l'approfondissement du capital humain par rapport à l'élargissement du capital humain	<ul style="list-style-type: none"> • Tentation de prioriser la quantité par rapport à la qualité. • Absence de stratégie nationale de développement humain et d'autres orientations politiques connexes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Nouer et tirer parti des partenariats locaux et mondiaux. • Promouvoir une gouvernance solide, la qualité de la prestation des services, l'amélioration du financement et une approche holistique du développement du capital humain. • Fixer des objectifs ambitieux, mais précis, avec des échéanciers clairs sur les indicateurs de développement du capital humain.
	13. Accélérer la transformation structurelle des économies ⁴⁶ .	<ul style="list-style-type: none"> • Faiblesse de la base industrielle. • Domination du secteur des ressources naturelles. • Niveau élevé de l'informel. 	<ul style="list-style-type: none"> • Explorer la stratégie des pôles de croissance pour développer les nœuds de croissance. • Explorer les zones spéciales de transformation agro-industrielle et les zones économiques spéciales pour industrialiser. • Moderniser les petites exploitations agricoles et les intégrer dans les chaînes agroalimentaires. • Articuler une stratégie nationale de transformation structurelle.

⁴⁵ Il est nécessaire de passer d'une simple croissance économique à une conception de l'environnement qui met les valeurs humaines au cœur du processus et intègre la biodiversité, la lutte contre la dégradation des terres, le besoin d'un travail digne, la santé, etc. Le défi de la COVID-19 n'est pas aussi grand que le défi du changement climatique auquel l'Afrique est confrontée.

⁴⁶ Cela nécessite une transition des économies de la consommation aux économies de la production, de la prédominance du secteur des services à l'industrialisation.

	Choix politiques nationaux	Défis de mise en œuvre	Mesures correctives
LONG-TERME	14. Les gouvernements doivent augmenter le financement de tous les types de recherche (scientifique, économique, sociale) et plus particulièrement de développement de la R-D dans leurs budgets annuels ⁴⁷ .	<ul style="list-style-type: none"> Espace de financement limité. Faible capacité locale d'absorption dans les activités et les secteurs qui pourraient stimuler l'adoption de la 4RI. 	<ul style="list-style-type: none"> Mandater le secteur privé à contribuer au fonds de R-D. Fournir des incitations attrayantes aux institutions du secteur privé pour qu'elles assument la responsabilité sociale des entreprises dans le financement de la R-D. Envisager d'émettre des obligations de l'innovation qui ciblent la collecte de fonds pour financer des projets scientifiques et de R-D spécifiques.
	15. Assurer la coordination institutionnelle ⁴⁸ .	<ul style="list-style-type: none"> Absence d'un cadre de coordination. 	<ul style="list-style-type: none"> Établir une institution ou un organisme de coordination pour assurer la supervision de la coopération interinstitutionnelle.
	16. Veiller à ce que les réponses soient éclairées par différentes spécialités transversales et holistiques ⁴⁹ .	<ul style="list-style-type: none"> Manque de compréhension de la nature, la portée, l'ampleur et l'évolution des pandémies. 	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en place un comité d'intervention interdisciplinaire axé sur la prévention et le confinement, la réouverture des économies et le renforcement de la résilience.
	17. Établir des organismes réglementaires durables et assurer le respect de la primauté du droit.	<ul style="list-style-type: none"> Existence of inefficient regulatory and legal frameworks that lack efficiency and economy, clear role delineation, accountability, independence, proportionality, innovation, competition, public awareness, international conduct, transparency, investment protection, and fairness. Corruption and non-compliance. 	<ul style="list-style-type: none"> Existence d'un cadre réglementaire et juridique inefficace et coûteux, une délimitation claire des rôles, l'obligation de rendre compte, l'indépendance, la proportionnalité, l'innovation, la concurrence, la sensibilisation du public, les codes de conduite internationaux, la transparence, la protection des investissements et l'équité. Corruption et non-conformité.
	18. Agir plus et parler moins de mobilisation des ressources intérieures.	<ul style="list-style-type: none"> Espace fiscal limité en raison de la petite taille des activités économiques et de l'importance de l'informel. Mettre plus l'accent sur les dépenses et moins sur les sources de revenus pour financer le budget. 	<ul style="list-style-type: none"> Formuler une stratégie de gestion des risques de catastrophes en assignant des rôles et des responsabilités à toutes les parties prenantes (nationales, infranationales, secteur privé, ainsi que les institutions nationales et multilatérales de financement du développement) à court, moyen et long terme. Commencer à prendre des mesures sur les changements ad hoc de la structure fiscale et des instruments qui conduisent à l'instabilité de la mise en œuvre et de l'exploitation des changements par le biais de la fraude fiscale. Approfondir la mobilisation des ressources intérieures innovantes au-delà de la fiscalité. Élargir l'assiette fiscale. Réaligner les subventions à effet pervers (telles que les subventions aux carburants) et réduire les dépenses improductives, y compris la rémunération des cadres publics et éviter les doubles salaires ainsi que d'autres aléas de moralité dans la gestion des finances publiques. Revoir le nombre des membres du gouvernement et les effectifs de la fonction publique

⁴⁷ Cela devrait être adapté au soutien de l'innovation et à l'adoption de la quatrième révolution industrielle (4IR).

⁴⁸ Il reviendrait aux gouvernements, aux universités, au secteur privé, à la société civile et aux industries de lutter contre les chocs exogènes actuels et futurs.

⁴⁹ Le manque de compréhension des pandémies peut conduire à des réponses à courte vue ; intégrer les épidémiologistes pour favoriser la planification à court, moyen et long terme pour faire face aux pandémies.

	Choix politiques nationaux	Défis de mise en œuvre	Mesures correctives
	19. Renforcer et soutenir les institutions africaines et appuyer les capacités de croissance inclusive et durable.	<ul style="list-style-type: none"> • Même qu'au 10 	<ul style="list-style-type: none"> • Même qu'au 10
	20. Poursuivre des partenariats mondiaux dans la lutte contre les futurs chocs exogènes communs.	<ul style="list-style-type: none"> • Institutions locales faibles. • Les établissements de santé locaux débordés. • Nécessité compréhensible pour les pays de donner la priorité à la protection de leurs citoyens et biens nationaux plutôt qu'à l'assistance aux autres pays. 	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place un système d'alerte précoce avec l'aide des établissements de santé mondiaux grâce à l'assistance technique et au financement. • Prioriser les partenariats avec les institutions mondiales et agir avec rapidité et rigueur.
	21. Demander l'annulation de la dette pour les pays africains.	<ul style="list-style-type: none"> • Exclusion des pays à revenu intermédiaire de l'annulation de la dette. • Manque de justification morale pour demander un allègement de la dette en raison du niveau élevé de corruption et du gaspillage de fonds publics. 	<ul style="list-style-type: none"> • Il est nécessaire de changer le discours sur les pays à revenu intermédiaire, car ce statut leur a fermé l'accès aux financements concessionnels • Veiller à ce que les pays à revenu intermédiaire bénéficient d'un allègement de la dette chaque fois qu'une situation similaire à la situation actuelle, et qu'ils ne sont pas admissibles en raison de la classification
	Choix politiques régionaux	Défis de mise en œuvre	Mesures correctives
	1. Construire la capacité de résilience - la volonté de gérer les chocs exogènes :	<ul style="list-style-type: none"> • Faible coordination continentale. • Capacités institutionnelles dépassées pour gérer les défis politiques, économiques, sociaux et environnementaux. 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer le système d'alerte précoce continental, en particulier par l'investissement dans ces institutions. • Construire des marges de manœuvre budgétaires et monétaires en période de boom économique.
	(a) Adopt a common position on trade, debt, food security and climate change.	<ul style="list-style-type: none"> • Absence de consensus et de convergence entre les pays africains sur les variables macroéconomiques de base et les questions de développement. 	<ul style="list-style-type: none"> • Tirer parti des institutions continentales pour obtenir un soutien politique et financier : BAD, ZLECA, AFREXIM Bank, etc.
	b) Créer un grand partenariat scientifique entre les universités africaines et les centres mondiaux de recherche ⁵⁰ .	<ul style="list-style-type: none"> • Financement médiocre des universités. • Faiblesse des mises en réseau entre les institutions scientifiques africaines et leurs homologues mondiales. • Faiblesse du réseautage entre les institutions scientifiques africaines régionales. 	<ul style="list-style-type: none"> • Financer davantage d'établissements d'enseignement et de recherche continentaux comme l'Université africaine des sciences et de la technologie. • Fournir des programmes spéciaux et des incitations pour la circulation des cerveaux, en ciblant les Africains de la diaspora.
	c) Repenser le paradigme général du développement africain ⁵¹ .	<ul style="list-style-type: none"> • Pressures from the global system, especially from countries, regions and institutions benefiting from the status quo. • Uncertainty regarding relevance of the neoclassical models of more liberalization to support economic growth. 	<ul style="list-style-type: none"> • Provoke a re-birth of pan-Africanism, national and continental liberation post-independence social contract. • Reinvent governance systems by empowering local communities to get involved as a co-producer and co-implementer of regional policy and solutions.
	(d) Think globally and act regionally to generate greater scale.	<ul style="list-style-type: none"> • Faible capacité institutionnelle et manque de financement. 	<ul style="list-style-type: none"> • La CUA devrait se faire le champion du soutien continental au CDC Afrique en activant le Cadre de collaboration entre l'OMS et la Commission de l'Union africaine, en le créant afin d'assurer la préparation, les interventions et la sécurité en cas d'urgence dans le contexte global du renforcement des systèmes de santé

⁵⁰ L'objectif sera de développer un réseau mondial des institutions de recherche scientifique, en particulier dans les secteurs de la médecine, de l'industrie et des nouvelles technologies entre l'Afrique et le reste du monde.

⁵¹ Cela implique de reconnaître les dangers d'une mondialisation incontrôlée, les vulnérabilités aux chocs extérieurs et la nécessité de construire une économie régionale plus intégrée.

	Choix politiques régionaux	Défis de mise en œuvre	Mesures correctives
LONG-TERM	e) Accroître le soutien régional au Centre africain de contrôle des maladies (CDC).	<ul style="list-style-type: none"> Faible capacité institutionnelle et manque de financement. 	<ul style="list-style-type: none"> La CUA devrait se faire le champion du soutien continental au CDC Afrique en activant le Cadre de collaboration entre l'OMS et la Commission de l'Union africaine, en le créant afin d'assurer la préparation, les interventions et la sécurité en cas d'urgence dans le contexte global du renforcement des systèmes de santé
	f) Réduire la dépendance vis-à-vis du système mondial d'approvisionnement	<ul style="list-style-type: none"> Pénurie immédiate de produits de base et essentiels. Une grande hausse du niveau général des prix, qui augmente la pauvreté, les inégalités et la perte des aides sociales. 	<ul style="list-style-type: none"> Explorer les potentiels des « corridors commerciaux » ou des « voies vertes ». Assurer une mise en œuvre adéquate des annexes de la ZLECA concernant la facilitation des échanges, la coopération douanière et le transit.
	g) Encourager la réorientation vers la production et la consommation locales pour réduire la facture des importations.	<ul style="list-style-type: none"> Voir ci-dessus 	<ul style="list-style-type: none"> Voir ci-dessus
	h) Créer des zones transfrontalières économiques spéciales (ZES) ⁵² .	<ul style="list-style-type: none"> Le développement de la chaîne de valeur intra-africaine souffre de goulots d'étranglement qui comprennent une baisse des performances logistiques (coût, temps et fiabilité), des stratégies non coordonnées pour le développement industriel et une idée fautive de « l'avantage comparatif des pays ». 	<ul style="list-style-type: none"> Élaborer un cadre juridique et réglementaire multinational pour régir les opérations. Identifier les zones frontalières présentant un fort potentiel de succès.
	Choix politiques mondiaux : Interventions multilatérales et bilatérales	Défis de mise en œuvre	Mesures correctives
1. Réévaluation des politiques néolibérales, de la mondialisation et du libre-échange en vue d'ajuster le paradigme actuel ⁵³ .	<ul style="list-style-type: none"> Identique à (c) et (d) ci-dessus 	<ul style="list-style-type: none"> Identique à (c) et (d) ci-dessus 	
2. Fournir une assistance consultative, technique et financière aux pays dans le domaine des réformes politiques et institutionnelles clés nécessaires pour faire face aux chocs exogènes.	<ul style="list-style-type: none"> Retards importants dans la réponse aux besoins de financement des pays. 	<ul style="list-style-type: none"> Créer un fonds permanent de financement pour le confinement, la gestion et la récupération post chocs exogènes au lieu de la pratique actuelle où des mécanismes de financement d'urgence sont créés chaque fois que des chocs exogènes se produisent. Cela pourrait prendre la forme de lignes de crédit d'urgence pour les pays. Une stratégie axée sur l'Afrique pour renforcer la résilience qui intègre un cadre intégré de soutien opérationnel aux pays en fonction de leurs besoins et de leurs particularités individuelles. Créer une institution continentale de mutualisation des risques. 	

⁵² Elles devraient être capacité d'accélérer le développement des services logistiques et commerciaux pour les chaînes de valeur régionales stratégiques critiques. Ces types de zones économiques spéciales communes pourraient aider l'Afrique à attirer des investissements plus importants de la part des investisseurs privés locaux, tout en réduisant la concurrence fiscale inutile pour l'investissement direct étranger direct (IDE). Elles ont également un fort potentiel pour la construction des complémentarités régionales essentielles pour générer des économies d'échelle parmi les pays africains, plutôt qu'un jeu de compétition à somme nulle.

⁵³ La ZLECA pourrait être utilisée comme un véhicule pour y parvenir dans les secteurs de l'industrie, de l'agriculture, de la R-D, des mines, de l'énergie et de l'agroalimentaire.

	Choix politiques mondiaux : Interventions multilatérales et bilatérales	Défis de mise en œuvre	Mesures correctives
LONG-TERME	3. Fournir des appuis communautaires spécialisés	<ul style="list-style-type: none"> • Identification et ciblage. 	<ul style="list-style-type: none"> • Se concerter avec les autorités locales dans la conception et le ciblage des communautés.
	4. Renforcer les capacités de l'État et soutenir la création d'institutions efficaces et résilientes.	<ul style="list-style-type: none"> • Faibles capacités institutionnelles aux niveaux national et infranational. • Résistance au changement de la part des politiques et autres parties prenantes qui profitent du statu quo. 	<ul style="list-style-type: none"> • Adopter une approche d'assistance dans la conception et la mise en œuvre des programmes, des projets et du dialogue sur les politiques.
	5. Concevoir des programmes et projets pour soutenir les pays par un accès inclusif et équitable aux opportunités ⁵⁴	<ul style="list-style-type: none"> • Faible capacité de développement et de mise en œuvre de projets au niveau des pays. 	<ul style="list-style-type: none"> • Fournir un soutien spécial dans le développement des projets grâce à des interventions spécialisées comme l'ALSF et d'autres systèmes de soutien à la préparation de projets.

AU NIVEAU NATIONAL

ENSEIGNEMENTS TIRÉS	<p>1. Conception et mise en œuvre des politiques budgétaires</p> <p>a) Un déficit budgétaire élevé en tant que cible budgétaire n'est pas utile ; une approche budgétaire équilibrée est privilégiée, le déficit budgétaire étant le seul point de ciblage budgétaire, les recettes, les dépenses, les emprunts ainsi que la dette constituant cibles secondaires⁵⁵.</p> <p>b) Création de fonds spécialisés : Le Fonds d'amortissement pourrait fournir d'importants tampons budgétaires pour le service des obligations de la dette à mesure qu'elles deviennent exigibles ; Fonds de stabilisation et Fonds d'urgence pour l'appui budgétaire en période de chocs ; Fonds d'investissement dans l'infrastructure pour mobiliser les ressources du secteur privé pour le financement des infrastructures ; etc.</p> <p>c) Il faut agir rapidement et de manière coordonnée, en mettant l'accent sur l'utilisation d'arguments solides propres à chaque pays et en évitant une approche universelle.</p> <p>d) Renforcer une gestion prudente des finances publiques et adopter des stratégies novatrices de gestion des ressources nationales.</p> <p>e) L'établissement de filets de sécurité robustes et de systèmes de protection sociale doit être priorisé.</p> <p>2. Les investissements dans la santé et la recherche doivent être priorités.</p> <p>3. Une forte dépendance à l'égard des chaînes de valeur mondiales pourrait avoir des inconvénients importants sur la vie économique nationale.</p> <p>4. Adopter la « nouvelle normalité » en vue de positionner les économies pour l'avenir qui est déjà présent. Cela exigera des investissements massifs dans l'infrastructure informatique pour le télétravail, réduisant considérablement les coûts de déplacement ainsi que le coût total des transactions. Il s'agira également de réfléchir aux emplois de l'avenir dans les technologies propres.</p> <p>5. Le nombre d'enfants non scolarisés peut être considérablement réduit grâce au téléenseignement en ligne si la bonne infrastructure existe.</p> <p>6. Le désespoir et la résistance aux politiques publiques peuvent être gérés si les décideurs réussissent à convaincre les gens que les politiques sont dans leur meilleur intérêt.</p> <p>7. Les partenariats, la coopération et la coordination sont indispensables au maintien de l'ordre mondial. Les nations doivent assumer la responsabilité de la santé mondiale, de la paix et du progrès.</p> <p>8. L'investissement dans la protection des plus vulnérables est un investissement intelligent.</p> <p>9. Savoir quand s'accrocher et quand céder aux institutions internationales.</p> <p>10. La stratégie nationale pour faire face aux pandémies doit intégrer les défis associés comme la violence sexiste.</p> <p>11. L'intégration de la flexibilité et de l'adaptabilité aux stratégies nationales pour gérer les chocs exogènes est la clé du succès.</p> <p>12. La non-satisfaction des besoins humains de base affaiblit la résilience.</p> <p>13. Il n'existe pas de stratégie de sortie universelle pour les mesures pharmaceutiques ou non pharmaceutiques pour la prévention et la maîtrise des chocs exogènes.</p>
----------------------------	--

⁵⁴ Il s'agit notamment de l'emploi, des services de base et des avantages partagés découlant des dotations en ressources aux pays.

⁵⁵ L'utilisation du déficit budgétaire comme ciblage budgétaire pourrait être principalement la consommation, avec moins d'économies, d'infrastructures ou de budgets de développement. Au mieux, le déficit budgétaire devrait être un critère principal tout en adoptant des cibles secondaires pour les recettes, les dépenses, les arriérés, les emprunts et la dette.

AU NIVEAU RÉGIONAL

1. Les investissements dans la santé et la recherche doivent être priorités.
2. Positionner le continent pour l'avenir du travail en ranimant les investissements dans l'infrastructure informatique continentale (par exemple le PIDA), ce qui renforcera encore davantage le climat des affaires sur le continent.
3. L'approche continentale de la gestion des chocs exogènes est impérative.
4. L'autosuffisance et l'autonomie régionales sont importantes.

AU NIVEAU MONDIAL : MULTILATÉRAL ET BILATÉRAL

1. Les investissements dans la santé et la recherche doivent être priorités.
2. Le multilatéralisme est réel et le monde est un village planétaire.
3. La coordination, le partenariat et la rapidité de l'appui spécialisé des institutions multilatérales et bilatérales sont essentiels.
4. La crise doit être traitée comme une crise et la réponse se faire avec célérité et à l'échelle appropriée, à l'abri de toute politisation.
5. Appliquer le système de réponse utilisé pour la COVID-19 pour faire face à d'autres défis mondiaux similaires (par exemple, le changement climatique, la crise financière, le VIH, la cybercriminalité, etc.) tout en réduisant simultanément les risques dans ces domaines.
6. Il est impératif de réformer les institutions de financement du développement pour leur permettre de répondre rapidement aux demandes nationales de sauvetage d'urgence.
7. L'architecture de la coopération et de la coordination mondiale est fragile et a besoin d'être réoutillée.
8. Les organisations multilatérales sont vulnérables au travail de sape du protectionnisme nationaliste croissant et de la lutte contre la mondialisation.



2019

1800.00
1700.00
1600.00
1500.00
1400.00
1300.00
1200.00
1100.00
1000.00
900.00
800.00
700.00
600.00
500.00
400.00
300.00
200.00
100.00
0.00

30

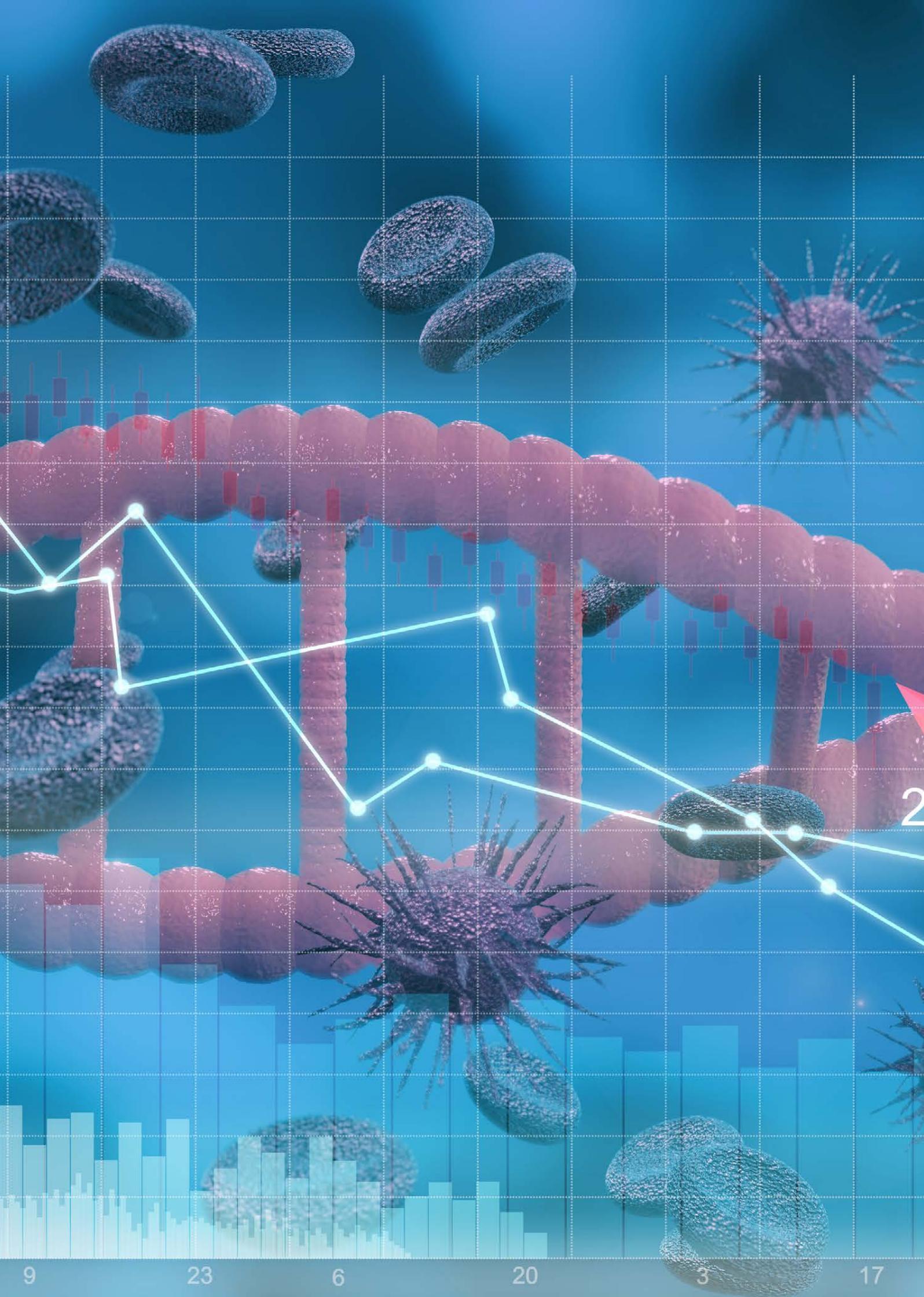
15

28

11

25





2

9

23

6

20

3

17

**Institut africain de développement (IAD),
Groupe de la Banque africaine de développement**
« Renforcer les capacités individuelles, organisationnelles et institutionnelles pour une croissance inclusive en Afrique - sans laquelle les objectifs mondiaux de développement durable et l'Agenda 2063 de l'Afrique ne pourront être atteints »

Contact : ADIGCOP@AFDB.ORG

Desing par le Département de la Communication et des Relations Extérieures @ 2020